

Quelle action publique pour l'environnement ?

Dossiers

1 Comment les acteurs participent-ils à la construction des questions environnementales ?

- A. Des acteurs nombreux et hétérogènes 420
- B. Les relations entre les acteurs : entre coopération et conflit 422
- C. Les différentes échelles d'action des acteurs 424

2 Quelles sont les politiques environnementales mises en œuvre par les pouvoirs publics ?

- A. L'usage de la réglementation 426
- B. L'action par la fiscalité 428
- C. Les limites des politiques environnementales 430
- D. Le rôle du marché dans la politique climatique : les quotas d'émission 432
- ZOOM SUR...** Penser et financer la transition écologique 434

3 Quels obstacles limitent l'efficacité des États dans la lutte contre le dérèglement climatique ?

- A. L'effet des dysfonctionnements de l'État sur son action environnementale 436
- B. Les obstacles pesant sur les négociations internationales 438

Activités

- 1. La « vraie » valeur du carbone 440
- 2. Des incitations pour changer les comportements des citoyens 441

Synthèse

Mobiliser ses connaissances

Tout pour réviser

Objectif bac

À l'issue de ce chapitre, vous saurez

- Identifier les différents acteurs qui participent à la construction des questions environnementales et à leur mise à l'agenda politique.
- Que les acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.
- Que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles du local à l'international.
- Connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subventions.
- Que ces différents instruments présentent des avantages et des limites.
- Que la mise en œuvre de ces instruments se heurte à des dysfonctionnements de l'action publique.
- Que les négociations et accords internationaux se heurtent à des stratégies de passager clandestin et aux inégalités de développement entre pays.

COP21

UN ACCORD POUR COMBATTRE
LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
ENFIN ADOPTÉ PAR 195 PAYS !



cartoonadessins.fr

Vrai ou faux ?

- Un accord international garantit que les pays engageront des efforts pour lutter contre le changement climatique.

→ Choisissez la ou les bonne(s) réponse(s) :

- a. peut être positive ou négative.
- b. mesure l'écart entre le coût privé et le coût social de production.
- c. est toujours internalisée.

- a. est non-rival et non-exclusif.
- b. est en général un bien collectif.
- c. peut être surexploité du fait de comportements de passagers clandestins.

- a. en fixant des normes, voire des interdictions.
- b. en poussant les acteurs à collaborer pour fixer des règles.
- c. en transformant les biens communs en biens privés.

- a. est le reflet exact des préférences et des conceptions d'une population donnée.
- b. s'exprime dans l'espace public.
- c. peut contribuer à mettre un sujet à l'« agenda politique ».

→ Quelle(s) différence(s) voyez-vous entre ces deux mesures gouvernementales pour lutter contre le changement climatique?



Campagne
en faveur de
l'usage de sacs
réutilisables.



Prime à l'achat de véhicules moins polluants.

→ En quoi la lutte contre le changement climatique est-elle le reflet d'une diversité de rapports de force ?



Urgence écologique : quel lobby citoyen pour faire masse ?, Le Monde.



A Des acteurs nombreux et hétérogènes

1 Réagir

Quels acteurs de la société civile contribuent ici à la sensibilisation aux problèmes du dérèglement climatique ? En connaissez-vous d'autres ?



En octobre 2019, des activistes de l'ONG Greenpeace sont rassemblés pour une action devant l'ambassade du Brésil à Berlin afin d'interpeller le gouvernement brésilien sur la question climatique.



Réunion de près de 300 scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC) pour discuter du rapport d'évaluation.

2 Les ONG, actrices de la mise à l'agenda de la question environnementale

DOC FONDAMENTAL

Les Organisations non gouvernementales (ONG) environnementales [...] ont pris forme parallèlement à l'émergence des revendications écologistes dans les arènes politiques, au cours des années 1960 et 1970. Les premières constituées ont développé de nombreuses actions visant à inscrire sur les agendas politiques un large éventail de questions (de la protection de la biodiversité à la dénonciation du nucléaire), mais aussi à mettre en œuvre de véritables politiques publiques ultra-sectorielles (sensibilisation, gestion de zones protégées, production d'expertise scientifique, etc.). À cette époque, la question climatique n'est pas encore sur le devant de la scène et ce n'est donc pas autour de cette problématique que se sont construites les premières mobilisations écologistes. Pourtant, en moins d'une décennie, dans les années 1990, cette question va devenir l'une des toutes premières priorités des environnementalistes. Le changement climatique va ainsi contribuer à faire évoluer le répertoire d'actions de ces groupes et accompagner un renouveau certain de la

mobilisation citoyenne sur de grands sujets environnementaux. Le nombre d'ONG, tout comme celui de leurs sympathisants, va alors croître de manière constante. En 1989, les grandes organisations bien connues du public, comme le WWF (World Wide Fund for Nature), Greenpeace [...] mettent sur pied un réseau, le Climate Action Network International (CAN-I), leur permettant d'adopter une stratégie concertée pour faire face à une question qui, durant la décennie 1990, est devenu le problème environnemental de référence. [...] Les ONG sont perçues comme des médiateurs incontournables, défenseurs de valeurs morales et éthiques offrant une ébauche de réponse à la fameuse crise du politique. Elles apparaissent bien souvent, à côté de la communauté scientifique, comme les seules organisations capables de développer une vision apolitique et détachée de la poursuite d'intérêts strictement matériels ou financiers.

Benoît Faraco, « Les organisations non gouvernementales et le réchauffement climatique », *Écologie & politique*, vol. 33, 2006.

À savoir

En science politique, la **mise à l'agenda politique** désigne l'existence de processus par lesquels des problèmes sont progressivement étudiés et pris en charge par des instances publiques.

- 1 **Lire.** Quelles sont les premières questions environnementales que les ONG ont contribué à mettre à l'agenda politique ?
- 2 **Comprendre.** Quels ont été les effets sur les ONG de l'émergence de la question climatique ?
- 3 **Analyser.** Expliquez la phrase soulignée.

3 Les fonctions et les limites de l'action des différents acteurs

VIDÉO

Les baskets écoresponsables, Mediatice.

DOC FONDAMENTAL		
Acteurs	Fonctions	Limites de l'action
Mouvements citoyens	<ul style="list-style-type: none"> • Opposition à un projet ou sauvegarde d'un site naturel • Mobilisation de personnalités, manifestations, pétitions pour sensibiliser l'opinion publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de démobilitation et de mouvements éphémères • Dépendance à la (sur)médiatisation de l'événement
ONG	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation et formation aux enjeux écologiques • Possible orientation vers une contre-expertise mais aussi vers des actions en justice et/ou médiatiques • Intervention dans l'action publique en révélant les dysfonctionnements, en assurant le suivi et l'évaluation des mesures gouvernementales... 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque que les associations ne tiennent qu'un rôle formel et de caution si la recherche du compromis estompe leur fonction critique • Dépendance aux subventions publiques et aux cotisations citoyennes
Pouvoirs publics	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomisation progressive (à partir des années 1960) du ministère de l'Environnement. Création du ministère de la Protection de la nature et de l'environnement en 1971 • Création de directions régionales pour veiller à la mise en œuvre des programmes décidés par le ministère, d'agences chargées de produire de la connaissance (ex : ADEME) 	<ul style="list-style-type: none"> • Poids budgétaire faible : dans le budget de l'État (proche de celui des Affaires culturelles), il est passé de 0,03 % en 1971 à 2,56 % en 2018 • Exposition au lobbying d'entreprises • Contradictions entre les mesures des différents ministères
Experts-Chercheurs	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'expertises nécessaires pour élaborer ou mettre en œuvre les politiques environnementales ou évaluer des risques 	<ul style="list-style-type: none"> • Les résultats des recherches peuvent être sous-utilisés ou servir à légitimer l'action politique
Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption de technologies propres (recyclage, économies d'énergie, produits écoresponsables) • Responsabilité sociale des entreprises (RSE) : respect de standards qui mêlent économie et éthique 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de <i>greenwashing</i> ou écoblanchiment : stratégie marketing mettant en valeur un comportement écoresponsable de manière mensongère ou exagérée • Lobbying auprès des représentants politiques

1 **Illustrer.** Trouvez des exemples de mobilisation de personnalités en faveur de l'environnement, de manifestations sur des thèmes précis.

2 **Comprendre.** À quelles difficultés l'action des pouvoirs publics se heurte-t-elle en matière d'environnement ?

3 **Analyser.** Expliquez, notamment à l'aide de la vidéo sur les chaussures Veja, les moyens par lesquels les entreprises peuvent agir en faveur de l'environnement ? Quelles peuvent en être les limites ?

4 Le poids politique en dents de scie des partis écologistes

DOC FONDAMENTAL

Les partis « Verts » [...] peinent à sortir du statut de mouvement social protestataire qui est initialement le leur. Elles sont confrontées à deux difficultés majeures : la division interne et la difficulté à nouer des alliances avec les partis traditionnels. Leurs résultats électoraux sont variables selon les périodes, mais aussi selon les types d'élection. [...] Mais l'influence politique des écologistes ne se résume pas à leur implication dans l'exercice du pouvoir. Leur rôle est incontestable dans la capacité à construire des problèmes publics et à agir pour l'inscription sur l'agenda politique des questions environnementales : les exemples sont multiples, de la protection des espaces et espèces naturels au nucléaire en passant par la protection des sites paysagers, les OGM et le glyphosate. Bon gré mal gré, tous les autres partis ont consacré depuis les années 1990 une part de leur programme électoral aux questions environnementales et, comme les entreprises,

ont verdi leur discours avec plus ou moins de conviction [...].

La capacité des Verts à modifier les orientations des politiques publiques est moins évidente [...]. En France, en matière environnementale, on n'observe pas sur le long terme de différences majeures entre les gouvernements de droite et de gauche, avec ou sans les Verts. [...] Il faut ajouter que le système électoral français et son incitation au bipartisme sont un obstacle direct à l'influence électorale des Verts. Ce n'est pas le seul. Le poids déterminant dans notre pays des corps d'ingénieurs d'État dans l'orientation de secteurs aussi déterminants que l'agriculture, les transports ou l'énergie cantonne souvent les écologistes au rôle fragile de contre-pouvoir. [...] La présence du charismatique N. Hulot au sein du gouvernement d'É. Philippe n'a pas renversé la donne.

Pierre Lascoumes, *Action publique et environnement*, PUF, 2018.

Faire le point

Quels acteurs sont concernés par les situations suivantes ?

- Des chercheurs aident les riverains de la vallée de l'Orbieu (Aude) à évaluer le taux d'arsenic de l'eau à la suite de l'inondation de la mine d'or.
- L'ONG Greenpeace demande à l'État français de cesser de produire de l'énergie nucléaire en mettant une banderole sur une centrale nucléaire.
- Des personnes grièvement malades portent plainte contre Monsanto pour prouver la dangerosité du Round Up.

Mission

Présentez en 2 min une ONG ou un mouvement citoyen local, son action en faveur de l'environnement et ses difficultés pour orienter la politique publique.

1 **Décrire.** Quelles sont les deux principales faiblesses des partis écologistes ?

2 **Comprendre.** Montrez que l'influence de ces partis ne se limite pas à l'exercice du pouvoir.

3 **Analyser.** Quelles ont été les difficultés des écologistes dans l'exercice du pouvoir ?

B Les relations entre les acteurs : entre coopération et conflit

1 Réagir

Quels conflits apparaissent dans ces exemples ? entre quels acteurs ?



250 personnes occupaient la Zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes de 1 650 hectares pour empêcher la construction d'un aéroport, projet vieux de 50 ans, qui fut finalement abandonné en janvier 2018.



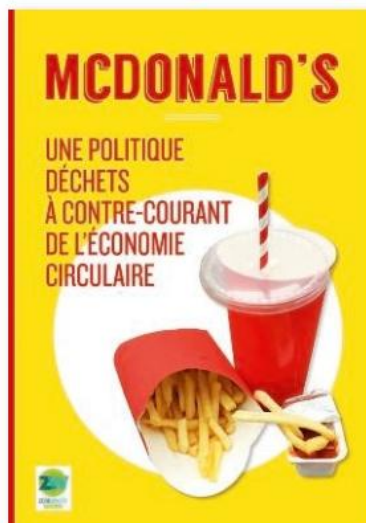
Le journal *Le Monde* révèle en 2017 que les études de Monsanto prouvant que le glyphosate n'était pas dangereux pour la santé avaient en réalité été écrites par des employés de l'entreprise.

2 L'usage de l'outil judiciaire par les ONG contre les pouvoirs publics

En décembre 2018, les associations Greenpeace, Oxfam, Notre Affaire à Tous et la Fondation pour la nature et l'homme ont déposé auprès de diverses autorités une demande préalable à un recours devant le juge administratif, soutenant que « l'incapacité de l'État à mettre en œuvre des mesures concrètes et effectives (en matière de changement climatique) et le non-respect inéluctable par la France de ses multiples engagements et objectifs constituent des carences fautive de l'État et engagent sa responsabilité ». Accompagnée d'une importante campagne médiatique et d'une pétition signée à ce jour par plus de deux millions de personnes, cette « Affaire du siècle » pourrait bien reconfigurer le militantisme en faveur des droits et de l'écologie en France. [...]

Pour les requérants, ce n'est pas tant l'issue de l'affaire qui peut signifier la victoire que l'ouverture d'un espace de débat spécifique aux préoccupations écologiques placées au centre de la demande. En soumettant sa demande à la justice, le militant fait passer ses arguments au filtre d'une certaine procédure ; il force à un travail entre lui, le juge et les universitaires pour traduire ses arguments en notions juridiques. S'il est nécessaire pour peser dans un débat d'en imposer les termes, plus intéressant encore est la tentative d'associer à l'élaboration de ces termes l'institution judiciaire, à laquelle on continue de prêter, le plus souvent, des qualités particulières de neutralité comme de légitimité.

Matthieu Febvre-Issaly, « L'Affaire du siècle », *Esprit*, avril 2019.



En octobre 2019, l'association Zero Waste France porte plainte contre deux établissements franchisés McDonald's et KFC, situés place de la République à Paris, pour l'absence de tri des déchets en salle. Selon cette association, seulement 5 % des McDo trient leurs déchets en France.

- 1 **Décrire.** Quels sont les acteurs impliqués dans « l'Affaire du siècle » ?
- 2 **Expliquer.** Comment les différentes ONG utilisent-elles l'institution judiciaire pour exercer une pression sur les pouvoirs publics ? Illustrez par l'exemple de Zero Waste France.
- 3 **Analyser.** Expliquez la phrase soulignée.

3 Construire collectivement l'action publique

DOC FONDAMENTAL

Un moment particulier (et exceptionnel ?) de concertation entre associations et pouvoir politique est intervenu en 2007 avec le Grenelle environnement. La campagne présidentielle est atypique. [...] La candidature de N. Hulot en octobre 2006 – qui bénéficie du soutien d'une pétition signée par plus de 700 000 personnes –, puis son retrait permettent aux enjeux environnementaux d'être plus présents que d'habitude dans la campagne. Les mouvements associatifs y ont vu une formidable opportunité. Un groupe d'ONG crée un collectif « Alliance pour la planète » (Greenpeace, WWF, Écologie Sans Frontières, etc.) afin de réaliser une veille écologique sur les programmes des candidats. En janvier 2007, ils formulent l'idée d'un « Grenelle écolo ». De son côté, Nicolas Hulot et sa fondation rédigent un « Pacte écologique » fortement médiatisé et qui est signé par tous les candidats. Dans les semaines précédant l'élection, ces deux groupes s'accordent pour intensifier la pression et demandent la tenue d'un « Grenelle environnement ». [...] L'engagement – inédit – de FNE (France Nature Environnement)¹ dans ce

processus (très discuté en interne) s'explique par la crédibilité qu'ils accordent aux engagements environnementaux des gouvernements de droite depuis la constitutionnalisation en juin 2005 d'une Charte de l'environnement. [...]

Le Grenelle inaugure une gouvernance à cinq : ONG, syndicats patronaux et de salariés, collectivités locales, État. Les ONG participent activement aux groupes de travail du Grenelle, mais retrouveront une position de plus en plus critique lors de la préparation des deux lois qui en ont découlé en 2009 et 2010. [...] Sur le modèle du Grenelle, le gouvernement socialiste a réalisé une Conférence environnementale en septembre 2012. À cette occasion, une nouvelle fédération d'ONG, « Rassemblement pour la planète », a été créée en juillet pour faire contrepoids au rôle monopolistique de FNE.

Pierre Lascoumes, *Action publique et environnement*, PUF, 2018.

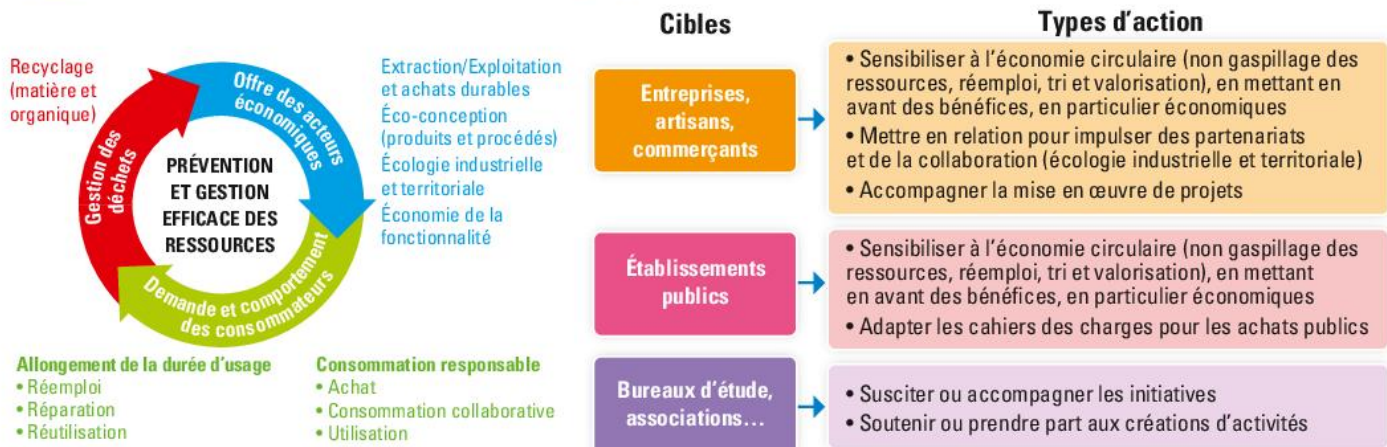
1. Créée en 1968, cette fédération cogère 59 réserves naturelles. Elle a conduit 140 dossiers en justice et mène des campagnes d'éducation à l'environnement.

À savoir

Sous la présidence de Jacques Chirac, la **Charte de l'environnement** est intégrée en 2005 dans la Constitution. Elle introduit notamment dans la Constitution trois grands principes : le **principe de prévention**, le **principe de précaution** (face à l'incertitude, il faut développer des programmes de recherche pour lever le doute) et le **principe du pollueur-payeur**.

- 1 **Décrire.** Montrez comment les associations et personnalités ont orienté les choix de politique publique en matière d'environnement.
- 2 **Comprendre.** Quels facteurs ont favorisé la gouvernance collective du Grenelle de l'environnement ?
- 3 **Analyser.** Montrez, à partir de la phrase soulignée, que les conflits et rapport de force se font aussi entre associations.

4 L'économie circulaire : une logique collaborative



L'Économie circulaire, Ademe, 2019.

Économie circulaire : mobilisation des acteurs économiques par les collectivités, Ademe, février 2019.

- 1 **Comprendre.** Sur quels principes l'économie circulaire repose-t-elle ?
- 2 **Décrire.** Quels acteurs peuvent être impliqués dans l'économie circulaire avec quels objectifs communs ?
- 3 **Analyser.** En quoi l'économie circulaire impose-t-elle une complémentarité des acteurs ?

Faire le point

Schématisez les étapes qui vont de l'émergence d'un problème écologique à la loi.

Vers le bac

ORAL Préparez un débat contradictoire sur le thème suivant : « La marche des jeunes pour le climat est-elle utile ? » Vous serez amené à défendre une des deux positions par tirage au sort.

C Les différentes échelles d'action des acteurs

1 Réagir

Quels sont les acteurs évoqués ici et à quels niveaux leurs solutions s'organisent-elles pour agir en faveur de l'environnement ? Voyez-vous un ou des échelons manquants ?

VIDÉO



S'cool Bus, le ramassage scolaire à vélo électrique testé en Normandie.

2 La création d'un projet local en faveur de l'environnement

En 1995, Jean-François Caron [...], élu écologiste au conseil régional et conseiller municipal, s'empare de la révision du Plan local d'urbanisme (PLU). Cet outil de planification essentiel au niveau local permet de poser les fondements de la transition écologique. [...] À l'intérieur des bâtiments écorénovés, des dizaines d'entreprises et d'associations forment le principal pôle d'éco-activités de la région. Le site accueille en particulier *Team 2*, un pôle de compétitivité nationale consacré aux filières de valorisation et de recyclage des déchets, un centre des écomatériaux ou encore une plate-forme d'expérimentation des technologies photovoltaïques. [...]

La clé du succès de cette transition écologique repose sur l'association des habitants au processus. [...] La dynamique participative a été mise en place elle aussi au moment de la révision du PLU en 1995. Les habitants ont été intégrés au comité de pilotage aux côtés des élus et des techniciens; des réunions publiques ont été organisées pour faire connaître les projets prévus par le PLU. Un diagnostic social a recueilli le ressenti des habitants sur l'évolution de leur mode de vie [...]. Enfin, un diagnostic sur le niveau de pollution des eaux, l'isolation des bâtiments et les modes de transport a aidé à faire accepter la réorientation des politiques d'aménagement urbain dans un sens plus environnemental. [...] L'un des dispositifs phares de cette démarche participative est le «fifty-fifty» qui permet à tout groupe de Loossois d'obtenir le soutien de la mairie pour résoudre des problèmes concrets à condition de mettre la main à la pâte. Les habitants d'une ancienne cité minière ont ainsi conçu l'environnement paysager de leur quartier avant que les services techniques de la ville ne le réalisent, en contrepartie d'une prise en charge de l'entretien pendant un an par les habitants eux-mêmes.

Philippe Chibani-Jacquot, « Loos-en-Gohelle en transition », *Alternatives Économiques*, les dossiers n°6, 2016.

À savoir

La **transition écologique** est une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle les façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources, de la perte accélérée de la biodiversité et de la multiplication des risques sanitaires environnementaux.

- 1 **Décrire.** De quelles façons les habitants de Loos-en-Gohelle cherchent-ils à préserver l'environnement ?
- 2 **Analyser.** Pourquoi peut-on dire que la transition écologique s'est réalisée ici grâce aux niveaux local, régional et national ?
- 3 **Expliquer.** Listez les conditions qui ont rendu possible la transition écologique dans cette ville.

3 La mobilisation de l'ensemble des acteurs contre le gaspillage alimentaire

DOC FONDAMENTAL

Les lois pour lutter contre le « gaspillage alimentaire »

- Janvier 2012, le Parlement européen a adopté une résolution demandant à la Commission et aux États de l'Union « d'élaborer des actions concrètes visant à réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2025 » dans l'UE.
- **Loi de transition énergétique pour la croissance verte** (août 2015) :
 - obligation pour les services de restauration collective publics de mettre en place une démarche de lutte contre le gaspillage au 1^{er} septembre 2016 ;
 - interdiction d'apposer une date de durabilité minimale sur les produits pour lesquels la réglementation européenne ne prévoit pas l'apposition de cette date.
- **Loi pour lutter contre le gaspillage alimentaire** (février 2016)
 - les grandes surfaces ont interdiction de jeter ou détruire de la nourriture consommable (invendus) ;
 - obligation de signer avec une association pour faciliter les dons ;
 - possibilité de donner les produits sous la marque distributeurs ;
 - éducation à la lutte contre le gaspillage alimentaire au cours de la scolarité.



- 1 **Décrire.** À quelles échelles s'organise la lutte contre le gaspillage alimentaire pour les pouvoirs publics ?
- 2 **Comprendre.** Présentez les modalités de la lutte contre le gaspillage selon le niveau d'intervention.
- 3 **Interpréter.** À partir du document et de vos connaissances, montrez quels acteurs peuvent participer à la lutte contre le gaspillage et selon quelles modalités.

4 L'international mêlé au local

L'Union européenne a mis en place des lois afin de préserver notre qualité de vie, mais la mise en œuvre de la législation environnementale et climatique peut s'avérer compliquée. Les projets intégrés (PI) financés par le programme LIFE pour l'environnement et l'action pour le climat viennent faciliter la tâche. Ils aident les États membres à respecter les règles européennes en rapport avec la nature [...] en augmentant l'impact du financement de plans conçus à différents niveaux et en garantissant leur succès à long terme. [...]

La directive-cadre sur l'eau impose aux États membres de l'Union européenne d'élaborer des plans de gestion des bassins fluviaux afin que les plans d'eau restent en bon état. [...] Le bassin hydrographique du Duero couvre la frontière entre l'Espagne et le Portugal. Un nouveau PI dans cette région [...] permettra une meilleure gouvernance des ressources en eau et davantage de participation du public dans la gestion de l'eau. En tant que zone sensible au changement climatique, [...] le projet servira de test. [...] Les ménages de la région française de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) produisent bien plus de déchets que la moyenne nationale. Le soutien de l'innovation en matière de prévention et de gestion des déchets réduira de manière significative la quantité de déchets ménagers mis en décharge, conformément aux lois européennes sur les déchets. Il stimulera également le développement de l'économie circulaire dans la région.

« L'Union européenne investit 98,2 millions d'euros pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens », site de la Commission européenne, 9 mars 2018.

- 1 **Décrire.** Comment l'Union européenne intervient-elle pour inciter à protéger l'environnement ?
- 2 **Analyser.** En prenant l'exemple de la réglementation européenne et du plan local en PACA, montrez que l'Union européenne applique en matière de protection de l'environnement ce qu'on appelle le « principe de subsidiarité ».
- 3 **Déduire.** Expliquez pourquoi la lutte contre le réchauffement climatique devrait se faire au moins au niveau de l'Union européenne.

À savoir

L'Union européenne applique dans ses politiques ce qu'on appelle le **principe de subsidiarité**. Il énonce que l'action politique doit être située au niveau le plus proche possible des citoyens, sauf si l'action y est moins efficace.

Faire le point

Vrai ou faux ?

- a. En France, les deux niveaux possibles d'action publique sont l'État central et la municipalité.
- b. L'économie circulaire consiste à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact de la production et de la consommation sur l'environnement.
- c. Le principe de subsidiarité organise la répartition des actions entre les différents niveaux de pouvoir public (de l'UE au pouvoir local), en réservant à l'échelon inférieur ce qu'il est capable d'effectuer plus efficacement.

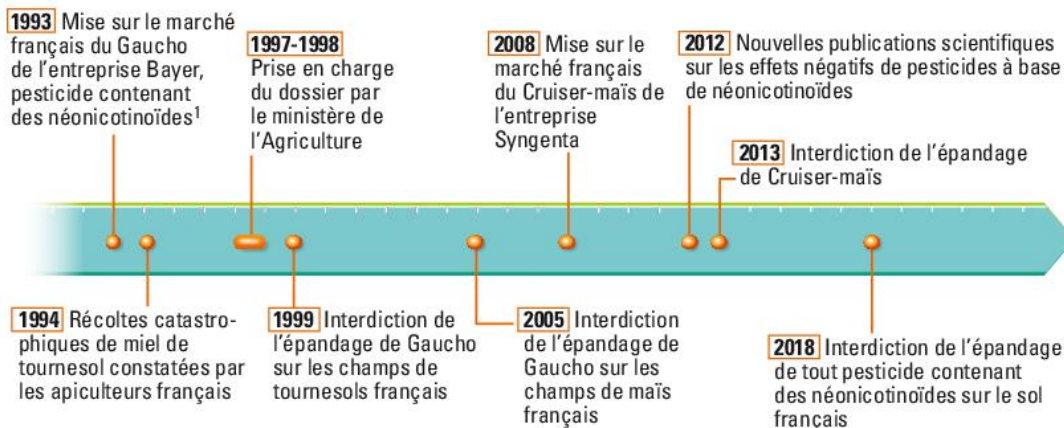
Vers le bac

EC **Partie 3.** Montrez que la politique environnementale repose sur différents échelles d'action.

A L'usage de la réglementation

1 Réagir

Quelles mesures les pouvoirs publics ont-ils prises au fur et à mesure de l'avancée de la connaissance scientifique sur les pesticides ?



1. Pesticide nocif pour les abeilles.

2 Le coût caché des pesticides

DOC FONDAMENTAL

Une vaste étude sur les « coûts cachés » de l'utilisation [des pesticides,] entrepris par deux chercheurs de l'INRA (Institut national de recherche agronomique) [...], est la première à colliger¹ l'ensemble des connaissances disponibles sur ce que les économistes appellent les « externalités négatives » liées à l'utilisation des produits phytosanitaires. [...]

Selon leurs estimations, le rapport coûts-bénéfices des pesticides de synthèse était ainsi largement défavorable aux États-Unis au début des années 1990. Alors qu'ils apportaient environ 27 milliards de dollars [...] par an à l'économie américaine, ils pesaient pour au moins 40 milliards de dollars... « L'utilisation des pesticides procure des bénéfices économiques bien connus en termes de productivité de l'agriculture par exemple, explique Denis Bourguet [...]. Mais ils entraînent aussi des coûts économiques très variés. » [...] L'étude liste [plusieurs] catégories de coûts cachés environnementaux, sanitaires, réglementaires [...]. Les premiers chiffrent les dégâts sur les services écosystémiques offerts par la nature (pollinisation, etc.); les coûts sanitaires incluent les frais de santé, la perte de productivité des travailleurs, etc.; les coûts réglementaires englobent les fonds publics pour réglementer et contrôler ces substances, ou assainir les eaux et les milieux contaminés...

Stéphane Foucart, « Et si les pesticides coûtaient plus qu'ils ne rapportent ? », *Le Monde*, 21 mars 2016.

1. Faire une synthèse.

À savoir

Une **externalité** désigne la conséquence de l'action d'un agent économique sur un autre agent sans qu'il y ait une contrepartie monétaire entre les deux. Une **externalité négative** signifie ainsi qu'un agent réduit le bien-être d'un autre agent sans lui verser une compensation financière. Il n'intègre pas dans ses coûts privés le coût social de l'ensemble de son activité.

- Expliquer.** Pourquoi le rapport coûts-bénéfices des pesticides était-il défavorable aux États-Unis dans les années 1990 ?
- Analyser.** Expliquez la phrase soulignée en vous demandant pourquoi ces coûts sont pris en charge par la société.
- Déduire.** Quel rôle joue la réglementation par rapport à ces externalités ?

Application

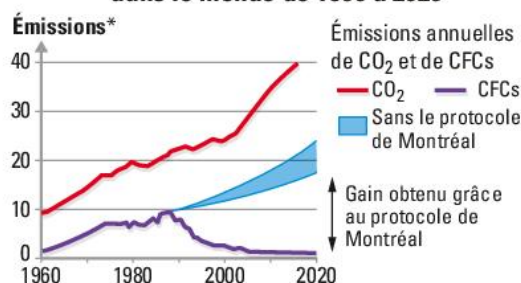
Retrouvez parmi les exemples suivants, s'il s'agit de **normes d'émission** (plafond maximal d'émission), de **procédé** (qui imposent l'usage de certains équipements empêchant la pollution ou dépolluant), de **produit** (qui imposent aux agents certaines caractéristiques de produits), de **normes qualité de l'eau et de l'air** (qui doivent faire l'objet d'une mesure).

- interdiction des ampoules à incandescence
- obligation d'équiper un véhicule neuf d'un pot catalytique
- concentration de l'eau en nitrates devant être inférieure à 50 milligrammes par litre pour être potable
- normes d'émission de CO₂ « Euro » sur les véhicules à moteur
- limitation des phosphates dans les lessives.

3 Limiter ou interdire pour préserver

- 1928 Découverte des ChloroFluoroCarbones (CFC) utilisés pour leur pouvoir réfrigérant.
- 1928-1987 Croissance de l'usage des CFCs dans l'industrie.
- 1974 Les chimistes Franck Rowland et Mario Molina observent la disparition progressive de la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique et formulent l'hypothèse du rôle des CFCs.
- 1974-1985 De nombreux travaux scientifiques vérifient l'hypothèse Rowland-Molina.
- 1985 La Convention de Vienne est signée par l'ensemble des États, qui s'engagent à la protection de la couche d'ozone.
- 1987 Le Protocole de Montréal est mis en place dans lequel l'ensemble des États s'engage à la disparition progressive de la production des CFCs.
- 2000 Interdiction de mise sur le marché français des CFCs sous peine d'amendes.
- 2002 Obligation de récupération et de destruction des CFCs encore en circulation en France sous peine d'amendes.

L'évolution des gaz à effet de serre dans le monde de 1960 à 2020



*(GtCO₂-eq an⁻¹)

Note : Émissions annuelles de CO₂ et de CFC pondérées par leur pouvoir de réchauffement global pour la période 1960-2020. La région en bleu correspond à une augmentation prévue en l'absence du protocole de Montréal.

M.-L. Chanin, C. Clerbaux et S. Godin-Beeckmann, *L'Évolution de l'ozone atmosphérique : le point en 2015*, rapport de l'Académie des Sciences de 2015.

- 1 **Comprendre.** Quel constat fait le protocole de Montréal et quels objectifs fixe-t-il ? Avec quels effets ?
- 2 **Calculer.** Calculez l'évolution des émissions de CO₂ et celles des CFCs avec et sans protocole de Montréal entre 1990 et 2015.
- 3 **Interpréter.** En quoi la mise en place de normes et interdictions apparaît-elle efficace dans ce cas ?

4 Les gains au respect de la réglementation

L'écolabel identifie les produits environnementalement préférables sur la base d'une évaluation de leur impact sur l'environnement en comparaison avec d'autres produits de la même catégorie [...]. Certains des signes de qualité certifient l'origine géographique du produit, l'exemple des Appellations d'Origine Contrôlée (1935), d'autres comme le label Agriculture Biologique (1981) se rapportent aux pratiques de production. Le logo AB certifie que le produit labellisé est issu d'une agriculture soucieuse du respect des équilibres naturels, qui exclut l'usage des produits chimiques de synthèse, des OGM [...].

À travers le choix de produits labellisés, les consommateurs peuvent exprimer des motivations altruistes liées à leurs préoccupations envers la société et/ou l'environnement [...]

et/ou des motivations privées, plus égoïstes telles que la recherche de produits de qualité supérieure et la préservation de la santé. [...] Plusieurs recherches sur la certification, notamment en économie, ont examiné la question du consentement à payer et montré que les consommateurs acceptent souvent que les prix des produits certifiés soient plus élevés que ceux de leurs homologues conventionnels [...] et sont prêts à payer plus pour les acquérir. [...] L'éco-certification est un outil informationnel pour le consommateur et un bon indicateur de performance environnementale. Elle est aussi un moyen pour les entreprises de réaliser des bénéfices économiques tangibles et intangibles.

Sihem Dekhili, Mchamed Akli Achabou, « Pertinence d'une double labellisation biologique-écologique auprès des consommateurs. Une application au cas des œufs », *Économie rurale*, n°336, 2013.

À savoir

La **réglementation** interdit ou autorise certains comportements au moyen de règles, de normes et d'interdictions légales dont le non-respect entraîne des amendes, voire d'autres sanctions plus lourdes.

- 1 **Expliquer.** Pourquoi peut-on considérer que les labels sont une réponse au problème d'asymétrie d'information des consommateurs ?
- 2 **Analyser.** Quels critères peuvent évaluer les labels écologiques ? Quels peuvent être les avantages de l'existence de ces labels pour les producteurs ?
- 3 **Déduire.** Pourquoi les labels peuvent-ils aider à la lutte contre le réchauffement climatique ?

Faire le point

Expliquez chacun des avantages de la réglementation en matière de lutte contre les externalités négatives :

- a. La réglementation peut être très efficace pour lutter contre des activités dangereuses ou nuisibles.
- b. La réglementation est rapide à mettre en place et faire appliquer pour les pouvoirs publics.
- c. La réglementation peut conduire les entreprises à innover.

Mission

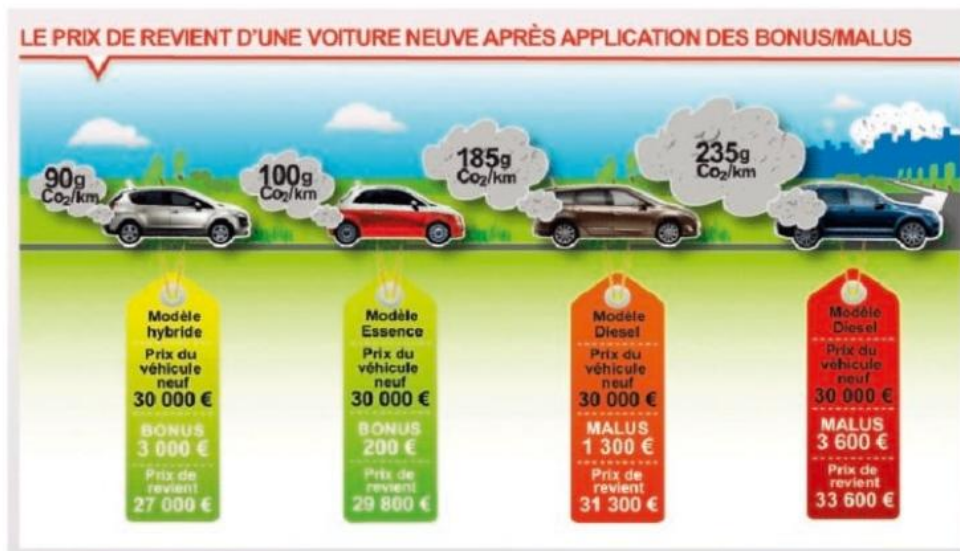
Regardez le JT de France 2 du 27 juillet 2019. Montrez que l'absence de réglementation sur les conteneurs peut être considérée comme une cause de la pollution en mer.

VIDÉO

B L'action par la fiscalité

1 Réagir

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils inciter les agents économiques à assumer le prix de leur pollution ?



Le bonus-malus automobile a été mis en place en 2008 à la suite du Grenelle de l'environnement.

2 Le principe de la taxe pigouvienne

DOC FONDAMENTAL

La plupart des politiques proposées pour faire face à la problématique des changements climatiques reposent sur la logique de l'analyse coût-bénéfice [...] : une action n'est justifiée que si les gains qu'elle procure sont supérieurs aux coûts qu'elle engendre. [...] Toute activité polluante, et plus généralement toute action qui a un impact sur nos écosystèmes, a évidemment des conséquences qui dépassent la sphère individuelle. Pour préserver la libre initiative, tout en évitant que ne soient prises des décisions dont les coûts pour la société dépassent les bénéfices qu'elles engendrent, le cadre institutionnel doit donc comprendre un mécanisme qui amène tout un chacun à « internaliser » les conséquences de ses actions. En clair, il s'agit d'estimer l'ensemble des coûts (et éventuels bénéfices) « extérieurs » à l'individu qui prend la décision (ce que les économistes appellent dans leur jargon les « externalités ») et de faire en sorte que ce même individu soit amené à payer ce montant, grâce par exemple à la mise en place d'une taxe pigouvienne, c'est-à-dire une taxe dont le taux est égal au coût marginal de l'externalité. De cette manière, même si le décideur ne considère que son intérêt individuel, il prend en compte de fait l'ensemble des coûts pour la société.

Étienne Billette de Villemeur, Justin Leroux, « Politiques climatiques : cessons de vouloir payer pour esquiver nos responsabilités ! », *Revue française d'économie*, vol. 31, 2016.

À savoir

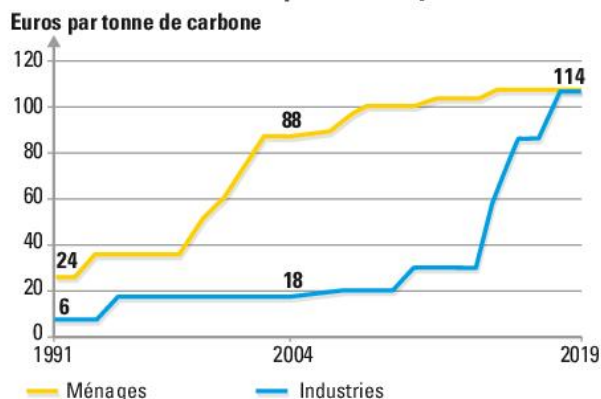
Arthur Cecil Pigou présente en 1920, dans *The Economics of Welfare*, l'idée d'une **taxe (dite « pigouvienne »)** pour forcer les producteurs à internaliser le coût social de leur pollution dans leur coût privé de production. Il s'agit du **principe du pollueur-payeur**. Celui qui pollue doit payer, ce qui l'incite à limiter les externalités négatives et permet aux pouvoirs publics de récolter des recettes publiques permettant notamment de compenser les dommages causés par la pollution.



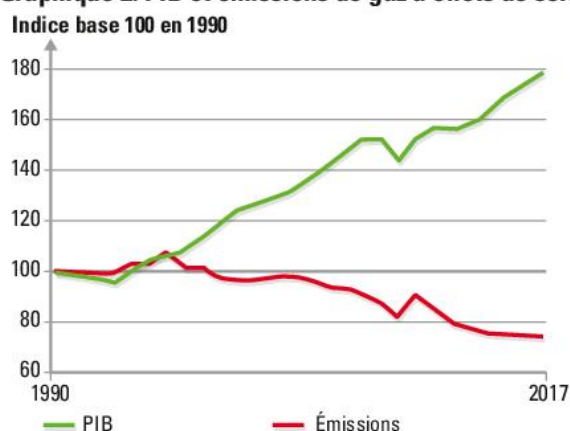
- Définir.** Que compare l'analyse coût-bénéfice dans le cas d'une activité polluante ?
- Expliquer.** Pourquoi dit-on qu'une taxe conduit à « internaliser » les externalités de nos actions ?
- Déduire.** Montrez que la mise en place d'une taxe sur les comportements polluants est positive de deux manières différentes pour la collectivité.

3 Les effets massifs de la taxe carbone suédoise

Graphique 1. Taxe carbone portant sur les ménages et les industries de petite et moyenne taille



Graphique 2. PIB et émissions de gaz à effets de serre (GES)



« La taxe carbone suédoise », gouvernement de Suède, 2019.

- 1 Lire.** Faites une phrase donnant la signification des données de 2004 dans le graphique 1.
- 2 Analyser.** Quelles corrélations observez-vous dans ces deux graphiques ? Quel constat faire sur l'importance du niveau de la taxe ?
- 3 Comprendre.** À partir du graphique 1, comparez le prix du carbone pour le producteur avant la taxe et après la taxe. En quoi la taxe permet-elle d'internaliser les externalités ?

Application

1. Calculez le taux de variation de la taxe carbone entre 1991 et 2019 pour les ménages et pour les entreprises. (graphique 1)
2. Calculez la variation du PIB et des émissions de GES entre 1990 et 2017. (graphique 2) ➔ **Fiche méthode 6**

4 Des subventions pour accompagner les taxes

Quels sont les arguments en faveur de subventions aux équipements verts ? Tout d'abord, il est souhaitable de subventionner temporairement la recherche verte car il est plus facile d'innover dans les secteurs où le stock de connaissances est déjà important. [...]

Ensuite, un prix donné du carbone permet d'éviter d'autant plus d'émissions que des substituts verts sont accessibles et abordables, permettant aux ménages de changer de comportement. Si ces substituts verts prennent la forme de biens publics (par exemple, des infrastructures de transport public) ou s'il existe des externalités de réseau (densité des stations de recharge pour les véhicules électriques), il est justifié de les subventionner. [...]

Enfin, en accompagnement de la fiscalité écologique, les subventions ou aides au changement d'équipement sont justifiées en direction de ménages trop contraints financièrement et n'ayant pas accès au crédit. [...] Il convient de veiller au ciblage des aides en direction des ménages les plus vulnérables et de leur fléchage sur des solutions performantes.

D. Bureau, F. Henriët, K. Schubert, « Pour le climat : une taxe juste, pas juste une taxe », *Les notes du Conseil d'analyse économique*, n° 50, mars 2019.

- 1 Définir.** Qu'est-ce qu'une subvention ? Donnez un exemple de « subvention aux équipements verts ».
- 2 Analyser.** Listez les avantages d'une subvention pour lutter contre le réchauffement climatique.
- 3 Représenter.** Montrez graphiquement l'impact d'une subvention de l'offre d'équipements verts sur leur prix et leur niveau de production.

À savoir

VIDÉO

Quelles aides financières pour l'isolation, PAP.

Les **subventions aux équipements verts** réduisent le coût du comportement non polluant car c'est un comportement qui apporte des bénéfices à la société. En cela, les subventions sont un bonus qui valorise les comportements non polluants, alors que le principe du pollueur-payeur les sanctionne.

Faire le point

Retrouvez les notions associées à ces

définitions : **a.** conséquence de l'action d'un agent économique sur un autre agent sans contrepartie financière. **b.** taxe dont le montant compense le coût social de l'action réalisée. **c.** fait de prendre en compte économiquement les conséquences sociales de son action.

SITE INTERNET

Mission

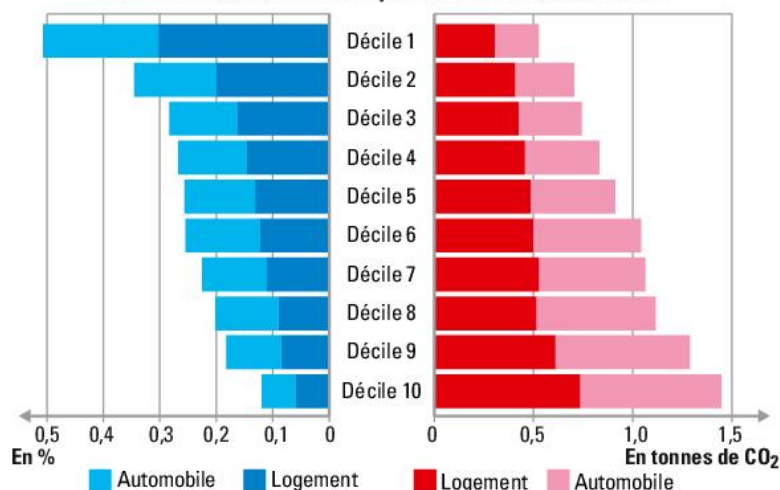
À partir des informations disponibles sur le site de l'Ifce, et de leur carte mondiale des prix du carbone, cherchez les pays ayant les taxes carbone les plus faibles et les plus hautes dans le monde. La taxe carbone permet-elle à la France d'être un bon élève dans la lutte contre le réchauffement climatique ?

C Les limites des politiques environnementales

1 Réagir

Pourquoi la taxe carbone paraît-elle injuste ?

Impact de la fiscalité carbone sur le budget des ménages et volumes des émissions par décile de niveau de vie



Lecture du graphique : les ménages du premier décile consacrent en moyenne 0,5 % de leur revenu au financement de la contribution carbone et émettent 0,6 tonnes de CO₂. ➔ **Fiche méthode 9**

Paul Malliet, « Les impacts de la fiscalité carbone sur les ménages », *blog de l'OFCE*, 20 décembre 2018.

2 Qui paiera la taxe carbone ?

DOC FONDAMENTAL

L'introduction d'une taxe carbone exerce [...] des effets récessifs. En augmentant le prix des produits carbonés, la taxe va peser sur le pouvoir d'achat des ménages qui vont par conséquent diminuer leur consommation des biens et services moins polluants. Cette taxe carbone va affecter davantage les ménages à faibles revenus, ceux-ci consacrant une part plus importante de leur budget aux produits énergétiques sans pouvoir toujours les substituer. [...]

L'introduction d'une taxe carbone va également modifier la structure de coûts des entreprises, en particulier celles qui interviennent dans les secteurs les plus intensifs en énergie, qui vont alors réduire leurs consommations intermédiaires de biens énergétiques. Au total, la taxe va avoir un effet récessif sur l'économie, affectant la croissance économique et l'emploi. [...]

L'un des principaux obstacles à la mise en œuvre d'une taxe carbone est le risque de perte de compétitivité internationale des secteurs les plus polluants. En effet, l'existence d'une contrainte carbone dans un pays peut conduire à désavantager les productions de ce pays sur les marchés internationaux et inciter les industriels à délocaliser leurs activités industrielles vers des pays où les contraintes environnementales sont moindres. Cela induit ce que l'on appelle des « fuites de carbone » : les émissions de CO₂ sont seulement « déplacées » hors du pays concerné alors que l'objectif visé par la taxe carbone est une réduction absolue de ces émissions. [...] Malgré cela, au niveau macroéconomique, on observe une réduction substantielle des émissions mondiales de CO₂.

Pascale Scapecchi, « Opportunités et coûts potentiels d'une fiscalité environnementale », document de travail du Coe-Rexecode, n°34, 2012.

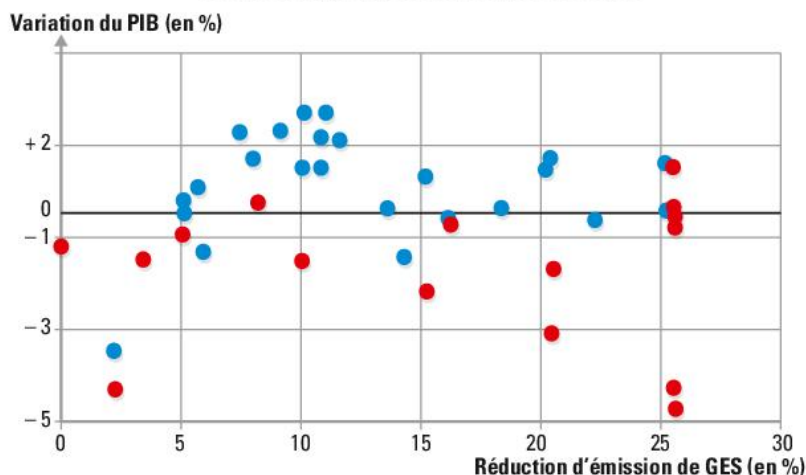
À savoir

L'**incidence fiscale** désigne le fait que celui qui paie réellement une taxe n'est pas nécessairement celui qui doit la payer légalement. Si la taxe carbone est légalement demandée au consommateur, et que le producteur décide de réduire son prix hors taxe pour éviter de perdre certains clients, dans ce cas, c'est donc le producteur qui paie réellement la taxe car le consommateur ne subit pas de changement du prix toutes taxes comprises. À l'inverse, une baisse de TVA (par exemple sur la restauration) n'est pas toujours intégralement répercutée sur les prix payés par les consommateurs.

- 1 Décrire.** Listez les acteurs économiques qui peuvent être concernés directement et indirectement par les conséquences de la taxe carbone.
- 2 Analyser.** Pourquoi la taxe carbone peut-elle avoir des effets récessifs pour un pays ?
- 3 Déduire.** Expliquez la phrase soulignée.

3 Des effets négatifs différents selon l'usage des taxes carbone

Impact macroéconomique des taxes carbone selon l'usage des recettes de cette taxe



- Pays dont les revenus de la taxe carbone sont utilisés à pression fiscale constante pour réduire les prélèvements obligatoires qui portent sur le travail.
- Pays dont les revenus de la taxe carbone sont utilisés à pression fiscale constante pour d'autres réductions de prélèvements ou pour des subventions.

Jean-Charles Hourcade, « La taxe carbone : une idée toujours d'avenir si... », *Revue de l'OFCE*, vol.139, 2015.

À savoir

En économie, on parle habituellement de **double dividende** des taxes environnementales. Le premier dividende (ou gain) est environnemental : la taxe réduit les comportements polluants. Le deuxième dividende est économique : les recettes générées par la taxe permettent de financer d'autres politiques publiques ou de réduire d'autres taxes.

- 1 **Décrire.** Quelle corrélation apparaît dans le document pour les pays en bleu ? pour ceux en rouge ?
- 2 **Définir.** Montrez que les situations observées au-dessus de la ligne 0 correspondent à ce qu'on appelle un « double dividende ».
- 3 **Analyser.** Une taxe carbone peut-elle réduire les coûts des politiques climatiques tout en étant favorable à l'emploi ?

4 Les limites de la réglementation

Il se trouve que la réglementation par la norme, bien qu'adaptée à certaines problématiques environnementales, n'est pas la solution la plus judicieuse en toute circonstance. Une première difficulté réside dans la définition du niveau de la norme, dans un contexte d'information imparfaite. Trop ambitieux, l'objectif de réduction des émissions risque de ne pas être atteint ou uniquement à un coût très élevé. Trop laxiste, la norme n'a pas de réelle utilité environnementale.

Par ailleurs, du point de vue de l'efficacité économique, l'utilisation de normes devient moins adaptée lorsqu'il s'agit de réguler des sources d'émissions hétérogènes,

comme dans le secteur de la production d'électricité, où peuvent être utilisés différents combustibles et technologies selon la nature de la demande d'électricité à fournir. Ici, il faudrait des normes différenciées pour prendre en compte les réalités économiques relevant de telles hétérogénéités.

Enfin, la norme n'a pas de caractère incitatif. Les agents économiques ne sont pas incités à faire mieux que ce qu'elle prescrit, contrairement à certains instruments économiques, tels que la taxe.

C. de Perthuis, S. Shaw, S. Lecourt, « Quel(s) type(s) d'instrument(s) employer pour lutter contre le changement climatique ? », *Vie & sciences de l'entreprise*, vol 183-184 (1-2), 2010.

DOC FONDAMENTAL

- 1 **Analyser.** Expliquez la phrase soulignée.
- 2 **Comprendre.** Listez les limites de la réglementation pour protéger l'environnement et lutter contre le réchauffement climatique.
- 3 **Illustrer.** Donnez un exemple de norme qui n'incite pas à faire mieux que le niveau fixé par la réglementation.

VIDÉO

Application

Regardez cet

extrait vidéo sur l'interdiction d'accès au banc d'Arguin à Arcachon et trouvez, avec le regard des sciences politiques, d'autres limites à la réglementation.

Faire le point

Remplir le texte à trous avec les mots suivants :

a. limites b. réglementation c. consommateurs d. polluants e. coût.

La taxe et la réglementation ont des (1...) pour réussir à lutter contre le réchauffement climatique. La taxe, par le (2...) qu'elle provoque, peut avoir des effets négatifs sur les (3...) et les producteurs, ce qui entraîne des résistances. La (4...) ne gêne que les individus qui ont les comportements les plus (5...) et peut être complexe à mettre en place. Elle n'incite pas les autres acteurs à moins polluer.

Mission

Cherchez le rapport de l'I4Ce intitulé « Fiscalité climat : la France peut apprendre des expériences étrangères pour avancer » publié en mai 2019. Parmi les pays cités, justifiez quel exemple vous paraît le meilleur à suivre pour améliorer la manière française de lutter contre le réchauffement climatique.

D Le rôle du marché dans la politique climatique : les quotas d'émission

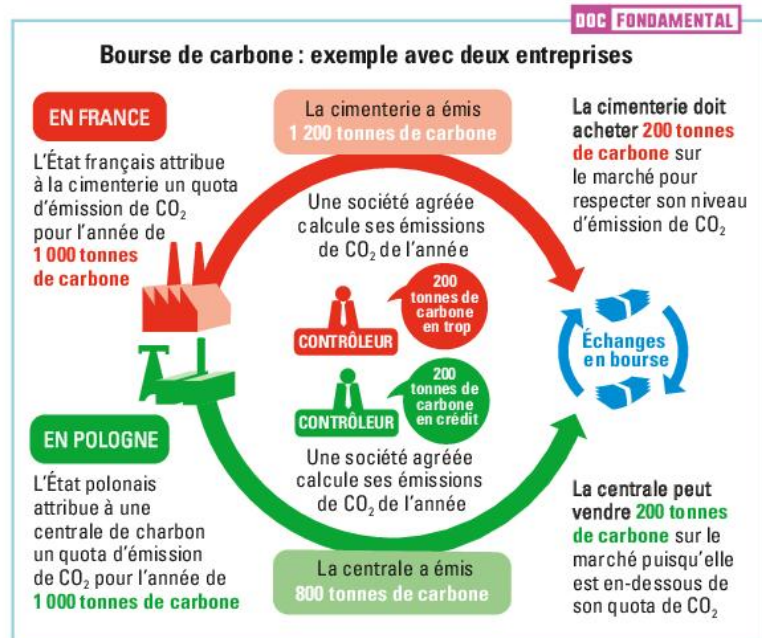
1 Réagir

À votre avis, qu'est-ce qu'un « marché du carbone » ?



D'après Agence France Presse et Commission européenne.

2 Le fonctionnement d'un marché de quotas d'émission



VIDÉO

Application

Regardez cette vidéo de l'ADEME et prenez note de tous les moments où les pouvoirs publics jouent un rôle dans le fonctionnement du marché du carbone européen, et quels sont les mécanismes de marché que l'on voit à l'œuvre sur le marché du carbone.

À savoir

Sur le marché du carbone ou, plus précisément, le **marché de droits à polluer** ou **marché de quotas d'émission**, des droits à émettre des quantités limitées de polluants peuvent être achetés et vendus par les entreprises. Les firmes ayant des coûts de réduction de la pollution faibles vendront une partie de leurs permis à celles qui ont plus de difficultés à réduire leur pollution. Comme les taxes, les permis négociables incitent les pollueurs à prendre en compte le coût social de la pollution (à internaliser les externalités). Le prix du carbone sur ce marché dépendra de l'offre et de la demande pour ces permis.

1 **Décrire.** Quels sont les acteurs en jeu dans un marché du carbone ?

2 **Comprendre.** Résumez le fonctionnement du marché du carbone. De quoi dépend le prix de la tonne sur ce marché ?

3 **Expliquer.** Pourquoi l'existence d'un prix du droit à polluer constitue une double incitation à réduire la pollution pour les entreprises ?

3 Le prix sur le marché du carbone et l'impact sur la dépollution

En 1997, le protocole de Kyoto crée un marché mondial des droits à polluer. Des quotas de permis d'émission de Gaz à effet de serre (GES) sont décidés pour chaque pays industrialisé. [...] Les États-Unis n'ont finalement pas ratifié l'accord. Et la Chine, alors considérée comme un pays en voie de développement, était encouragée mais pas contrainte à réduire ses émissions de GES. Ces deux pays sont pourtant les principaux pollueurs mondiaux. Kyoto a lancé un modèle de marché mondial du carbone difficilement applicable au niveau international, mais qui a fait des adeptes au niveau national et régional. [...] Des experts estiment que 46 pays, dont ceux de l'UE, et 26 provinces ou régions (Californie, Québec, Ontario...) ont mis en place leur propre système de taxe carbone ou d'échanges d'émissions. Ils représentent 60 % du PIB mondial. [...] Le Système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) a été créé en 2005 en Europe, 12 000 installations industrielles (raffineries, usines de ciment, de papier...), représentant 45 % des émissions de GES de l'UE, sont concernées. Elles reçoivent, pour une année, une quantité maximum de quotas d'émission de GES. Elles sont autorisées à les acheter ou à les vendre en fonction de leurs besoins (pour produire plus) et de leurs

intérêts (pour gagner de l'argent). Le plafond de quotas diminue régulièrement pour augmenter le prix du carbone. L'objectif de l'UE, qui est la réduction de 20 % des émissions de GES d'ici à 2020 par rapport à celles de 1990, est presque atteint : elle est à 19 % environ. [...]

Ce résultat est bon en quantité, mais en qualité, est-ce efficace ? [...] Pour préserver leur compétitivité, des secteurs fortement émetteurs de GES bénéficient d'exonérations ou de réductions comme, en France, les transports aériens et fluviaux, les taxis, le transport routier de marchandises... Autre écueil : le prix de la tonne de carbone, fixé par la loi de l'offre et de la demande. Mais comme, au sein de l'UE, jusqu'en 2012, presque tous les quotas ont été attribués gratuitement, le coût du carbone était très bas, sous les 6 euros la tonne en 2014. Cela ne donne pas aux entreprises le bon signal, celui d'investir pour rendre leur mode de production plus propre. [...] Alors que 70 % des émissions de GES sont le fait de 100 firmes, peu investissent réellement dans la dépollution. Elles financent des plantations d'arbres, la création de puits de carbone...

« Le marché du carbone et des droits à polluer », *L'Éco*, n°478, 26 juillet 2019.

Évolution du prix du quota de CO₂ sur le marché européen du carbone

En euros par tonne de CO₂



Think tank Sandbag, 2019.

Fraude sur le marché du carbone



- Décrire.** La mise en place de marchés du carbone est-elle le résultat du protocole de Kyoto ?
- Comprendre.** Quel est l'avantage pour une entreprise de participer au marché des quotas s'il est peu coûteux pour elle de dépolluer ? En quoi ce marché offre-t-il une souplesse aux entreprises polluantes ?
- Calculer.** Quelle a été l'évolution du prix de la tonne de carbone entre février 2008 et 2014, puis entre 2014 et aujourd'hui ? Analysez ces évolutions à l'aide du texte.
- Interpréter.** Comment relier la crise économique de l'Union européenne de 2008 et la chute du prix de marché ?
- Analyser.** Quelles sont les principales limites du marché du carbone décrites dans le texte ?

Faire le point

Complétez le texte suivant à l'aide de ces termes :

a. entreprises b. complémentaire c. réduire d. demande e. quotas.

Un marché carbone ou marché de (1...) d'émission fait se rencontrer des (2...) qui achètent et vendent des droits à polluer. Selon l'offre et la (3...), le prix du quota est fixé. Son niveau incite plus ou moins les entreprises à (4...) rapidement leurs émissions de GES. C'est pour cette raison que le marché est une mesure (5...) à la taxe et à la réglementation.

Application

Renseignez-vous sur la fraude à la TVA sur le marché des quotas qui avait été révélée en 2009. Qu'indique cette affaire sur l'importance des institutions publiques pour le fonctionnement du marché ?

Vers le bac

EC **Partie 3.** Présentez les objectifs et les principales limites du marché du carbone.

Penser et financer la transition écologique

Le concept de « transition écologique » renvoie à un ensemble de principes et de pratiques cherchant à faire évoluer les comportements de consommation et le modèle productif afin d'apporter une réponse aux enjeux environnementaux. Quels investissements doivent être engagés pour répondre à ces défis ?

VIDÉO

La première péniche hybride en circulation sur la Seine va livrer vos colis à Paris, France 3.

1

Les innovations vertes

Les potentialités offertes par les TIC¹ sont en effet aujourd'hui clairement soulignées. Un récent rapport de la *Global e-sustainability Initiative* estime en effet qu'elles pourraient permettre d'économiser de l'énergie dans les transports, l'industrie et le bâtiment et de réduire les émissions de carbone de 15 % d'ici 2020. D'une part, à travers l'intégration des TIC dans les processus de dématérialisation et de décarbonisation de l'économie (on parle alors de *green IT*) et, d'autre part, à travers leur participation aux processus même d'innovation « verte » (on parle ici d'*IT for green*).

Les domaines d'application de ces TIC vertes [...] semblent ainsi aujourd'hui presque sans limites. On pense ici, de manière non exhaustive, aux réseaux sans fil, à la dématérialisation des démarches administratives, à la démocratie électronique, aux transports publics intelligents, à l'écomobilité, à la régulation du trafic routier, aux plateformes d'animation en temps réel et immersive des flux urbains, au GPS multimodal, à la gestion des déchets et recyclage, à la lutte contre les gaspillages [...].

La caractéristique commune de ces services est de fournir aux individus et aux entreprises des informations permettant



La péniche Fludis est un bateau à propulsion électrique pour acheminer des produits du port de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) à Paris. Il permet d'éviter les embouteillages et de diminuer l'empreinte carbone.

d'optimiser leurs comportements de façon à satisfaire un certain nombre d'objectifs liés au développement durable (ou à la ville durable): limitation ou réduction des émissions de gaz à effet de serre et de particules nuisibles à la santé, de la congestion urbaine et des temps de transport, accroissement du bien-être social par l'offre de bouquets de service à valeur ajoutée.

A. Attour, M.-H. Depret, « Les TIC vertes au service d'un écosystème plus durable ? », *I2D – Information, données & documents*, vol. 53, 2016.

1. Technologies de l'information et de la communication.

2

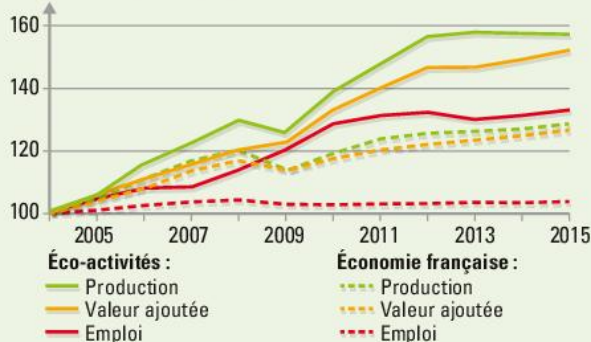
Et les emplois verts



Les **éco-activités** correspondent aux activités produisant des biens et services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion durable des ressources.

Évolution de la production des emplois et de la valeur ajoutée dans les éco-activités et dans l'ensemble de l'économie

Indice base 100 en 2004



SDES; Insee, EAP, Esane, comptes nationaux base 2010; ADEME.

3

Le problème de la mise en œuvre de la transition écologique

[La transition écologique] n'a cependant pas à ce jour une rentabilité suffisante pour être réalisée par le secteur privé. La préservation de la biodiversité n'a aucune valeur marchande explicite, sauf dans quelques cas bien identifiés (comme la pollinisation par les abeilles qui fait l'objet d'un commerce aux États-Unis). Dans le domaine des économies d'énergie, les études montrent que la rentabilité des travaux lourds d'isolation est souvent insuffisante pour les ménages, même avec des perspectives de prix de l'énergie significativement croissantes. [...]

Il appartient donc à la puissance publique de conduire ce plan, malgré sa situation actuelle de surendettement. [...] Une agence d'investissement aurait en charge de mettre en œuvre ce programme d'investissements, en le redéployant auprès des agences d'État et des Régions. Elle serait seule habilitée à recevoir les financements provenant d'une banque d'investissement se refinançant auprès de la Banque Centrale. [...] Des points d'étape des investissements réalisés devraient permettre de faire le point au regard des objectifs prédéfinis et des indicateurs d'évaluation retenus. Il est en effet indispensable de déterminer des critères transparents afin d'éviter les « éléphants blancs », ces projets mus par le désir de prestige ou le clientélisme.

Alain Grandjean, « La transition écologique : comment ? », *Études*, vol. 416, 2012.



Depuis sa mise en place début 2013, la **Banque publique d'investissement (BPI)** est devenue un acteur économique incontournable du financement des investissements. L'action de la BPI en faveur de la transition écologique repose à plus de 90 % sur des prêts en matière d'énergie renouvelable, sur des aides à l'innovation, sur des prêts spécifiques (type prêts verts).

4

La mobilisation des banques centrales

Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris nécessite des ajustements en matière de politique économique et en particulier une réorientation des investissements (et donc du capital) pour les rendre compatibles avec une transition vers un modèle économique bas-carbone et résilient face aux conséquences du changement climatique. Dans ce cadre, le rôle de la politique monétaire dans le financement de la transition écologique fait l'objet d'importants débats. [...]

Dans ce contexte, Benoît Cœuré a proposé plusieurs pistes visant à renforcer le rôle de la politique monétaire dans le financement de la lutte contre le changement climatique, et ce dans les limites imposées par les textes européens. La BCE peut ainsi contribuer à la définition du cadre réglementaire visant à renforcer le rôle du secteur financier dans la transition bas-carbone [...]. La BCE peut également adopter de meilleures pratiques au sein de ses propres activités (fonds de pension et fonds propres) : concernant les portefeuilles détenus à des fins de politique monétaire, Benoît Cœuré ouvre la voie à la

possibilité d'une plus grande prise en compte des objectifs environnementaux dans le cadre de la normalisation graduelle de la politique monétaire de la BCE (à partir de début 2019).

Plusieurs pistes d'approfondissement de la contribution des banques centrales à la lutte contre le changement climatique – souvent perçues comme plus ambitieuses – ont également été proposées au cours de ces dernières années par plusieurs économistes : mettre en place un QE [*Quantitative Easing*] vert (dont les critères d'éligibilité des actifs excluraient les actifs financiers à l'intensité carbone élevée) mais également, au-delà des politiques monétaires non conventionnelles, plusieurs propositions concernant une gouvernance mondiale fondée sur un système monétaire international où les droits de tirage spéciaux du FMI seraient utilisés pour financer la transition énergétique, ou encore la mise en place de certificats carbone.

BSI Economics, « Pourquoi et comment verdier la politique monétaire ? », *Les Échos*, 21 janvier 2019.

► Exploiter les documents

- 1 Listez les innovations et les activités qui permettent de sortir d'une « économie carbone » vers une « économie verte ». (**Documents 1 et 2**)
- 2 Montrez que la transition écologique est bénéfique pour l'emploi. (**Document 2**)
- 3 Quels sont les problèmes rencontrés par les particuliers et les pouvoirs publics pour réaliser la transition écologique ? (**Document 3**)
- 4 Pourquoi est-il nécessaire de contrôler l'usage des financements publics en faveur de l'économie verte ? (**Document 3**)
- 5 Comment les outils de la politique monétaire peuvent-ils être employés pour aider à surmonter les difficultés rencontrées par les particuliers et les pouvoirs publics ? (**Documents 3 et 4**)

Crise climatique - Crise financière



PACTE FINANCE-CLIMAT
LE PACTE QUI PEUT TOUT CHANGER

L'association Pacte Finance-Climat accorde à tous les États membres de l'Union européenne des prêts à taux zéro pour financer la transition écologique.

Vers le bac

EC Partie 3. Quels rôles les pouvoirs publics peuvent-ils jouer dans la transition écologique ?

A L'effet des dysfonctionnements de l'État sur son action environnementale

1 Réagir

Quelle limite de l'action de l'État transparait dans ce communiqué de presse de la fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme ?



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

Communiqué de presse, vendredi 19 mars 2019

Pendant que les citoyens marchent, les lobbys des pesticides avancent et le gouvernement recule...

Atrazine, chlorate de sodium... Ces pesticides très dangereux interdits en Europe pourront continuer à être produits en France et vendus à l'étranger

Au lendemain du dépôt du recours de l'Affaire du siècle, et alors que les mobilisations citoyennes se tiennent partout en France et dans le monde pour alerter sur l'urgence d'agir en faveur du climat et la biodiversité, le gouvernement français et sa majorité opèrent un recul inacceptable en matière de pesticides. En effet, ce vendredi 15 mars, l'Assemblée nationale revient sur une avancée majeure de la loi agriculture et alimentation (EGalim), obtenue par la Fondation Nicolas Hulot : l'interdiction de la production, de la circulation et du stockage de pesticides interdits en Europe.

2 La pression des lobbys

DOC FONDAMENTAL

Delphine Batho, la députée à l'origine de l'amendement interdisant le glyphosate dans le projet de loi Agriculture et alimentation, a déclaré le 22 mai dernier avoir découvert que son texte avait été « siphonné » par des lobbys.

Elle raconte avoir mis son amendement dans la base de l'Assemblée nationale [...] quelques jours avant qu'il ne soit rendu public. [...] Delphine Batho est alors contactée par un lanceur d'alerte : il lui transmet une preuve que la première version de son texte – non modifié – figure dans un document interne de l'UIPP, l'Union des industries pour la protection des plantes. Pour elle, c'est le signe indiscutable que son amendement a été « siphonné » par un lobby, transmis au groupe d'industriels – qui compte notamment dans ses membres BASF, Bayer ou Monsanto. « Comme si les lobbyistes », dit la députée, « avaient un système d'alerte interne ou une complicité au cœur de l'Assemblée ». [...]

Les députés et le personnel de l'Assemblée ont accès aux textes en cours d'élaboration, tous les ministères concernés par l'amendement aussi. En l'occurrence ils sont onze [...] Ça commence à faire du monde. [...] Il y a encore les attachés parlementaires. Ils sont rarement dans la lumière, et pourtant au cœur de la fabrique de la loi. C'est donc une catégorie extrêmement sollicitée, courtisée même, par les lobbyistes. [...] Dans les ministères et à l'Assemblée, il y a aussi les « petites mains » [assistants et secrétaires]. [...] Il peut être tentant d'essayer de se procurer des documents grâce à eux. [...]

Pour faire pression, les groupes d'intérêts utilisent toute une panoplie de moyens [dont] les classiques « éléments de langage » fabriqués par les lobbys pour peser sur la décision publique. [...] Dans le projet de loi sur l'alimentation par exemple, une soixantaine de députés (LREM, UDI, LR et Modem) ont déposé strictement le même amendement en faveur de l'épandage de pesticides par des drones sur des vignobles en pente. Le même amendement... à la virgule près.

Marjolaine Koch, Isabelle Souquet, « Quelles sont les stratégies des lobbyistes pour influencer sur les projets de loi ? », *France info*, 5 juin 2018.

IL FAUT RECONNAÎTRE
QUE LES LOBBYS ONT
DE SOLIDES ARGUMENTS.



VIDÉO

Application

Relevez, à partir du documentaire vidéo réalisé par France info, les autres stratégies employées par les lobbyistes pour influencer les textes de lois.

- 1 **Décrire.** Listez l'ensemble des personnes qui travaillent officiellement à la création d'un projet de loi.
- 2 **Expliquer.** Par quels moyens les lobbys influencent-ils l'écriture des textes de loi ?
- 3 **Déduire.** Pourquoi le lobbying limite-t-il la capacité de l'État à lutter en faveur de l'environnement ?

3 Le problème politique par excellence : concilier les contraires

DOC FONDAMENTAL

Les projets d'infrastructure doivent souvent résoudre des problèmes complexes : favoriser la mobilité sans dégrader l'environnement ; permettre la production et le transport d'énergies vertes sans porter atteinte au paysage, désaturer des zones denses. Ces problèmes complexes n'appellent pas toujours une solution tranchée et peuvent être traités de plusieurs manières : ainsi lorsqu'une ligne de chemin de fer est saturée, il est possible d'augmenter la capacité en mettant en service des trains plus grands, en améliorant la signalisation pour mettre en ligne plus de trains, ou en construisant une nouvelle ligne.

Les conditions de réalisation de projets sont aussi plus complexes. Ce sont de moins en moins des projets neufs en rase campagne (nouvel aéroport, nouvelle ligne à grande vitesse, champ d'éolienne) ou en mer (éolien *offshore*). Ce sont souvent des projets d'extension, de modernisation d'infrastructures existantes dont l'exploitation ne peut être interrompue, des projets de développement dans des zones très denses. Cette complexité les rend de plus en plus coûteux. [...]

Les projets sont de plus en plus contestés. Les contestations traditionnelles sont connues : le refus de subir chez soi une nuisance même si le projet est utile à la collectivité (phénomène dit NIMBY¹) ; ou les conflits sur les différents usages possibles d'un même territoire (agriculture, préservation de la biodiversité, projets de développement économique). Les grandes infrastructures font l'objet de contestations plus radicales dans la mesure où elles incarnent un modèle « productiviste », défavorable à l'environnement et aux solidarités et productions locales. [...]

Si la France a conservé une capacité à faire, c'est-à-dire à concevoir et réaliser des projets, les conditions de conception ne sont pas optimisées pour faire converger efficacité économique et efficacité écologique. Ces difficultés s'organisent autour de deux grandes problématiques : les évolutions du cadre institutionnel se caractérisent par une accumulation de procédures et de normes [...] ; l'État n'est plus le seul représentant légitime de l'intérêt général.

Philippe Aghion et al., « Comment concilier développement économique et environnement ? », rapport du Conseil économique pour le développement durable, 2014.

1. Les mouvements NIMBY (*Not in My Backyard*) décrivent une mobilisation contre un projet près de son domicile.

- Expliquer.** Listez les différents obstacles qui s'opposent aux projets d'infrastructure. Pourquoi les projets d'extension sont-ils plus complexes à mettre en œuvre politiquement que les projets de création ?
- Comprendre.** À partir de la phrase soulignée et du dessin humoristique, présentez les contradictions des demandes des citoyens auxquelles doit faire face l'État.
- Analyser.** Quelles difficultés spécifiques à l'action de l'État révèle le dernier paragraphe ?



4 Le problème de la hiérarchie budgétaire

Principales dépenses de l'État favorables et défavorables à l'environnement en 2015
(en milliers d'euros)

Dépenses favorables	Taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des logements	1 080
	Crédit d'impôt pour la transition énergétique	874
	Eco-prêt à taux zéro	75
Dépenses défavorables	Exonération de la TICPE ¹ sur les carburants utilisés dans le transport aérien commercial	2 730
	Taux réduit de la TICPE pour le gazole non routier (engins de travaux publics et engins agricoles)	1 783
	Remboursement de la TICPE sur le transport routier de marchandises	375

F.-X. Pourquier, A. Vicard, « Fiscalité environnementale : un état des lieux », *Théma*, rapport du ministère de l'Environnement, janvier 2017.

1. La TICPE désigne la Taxe intérieure de consommation pour les produits énergétiques. Elle porte sur les produits pétroliers lorsqu'ils servent de carburant ou de chauffage.

- Lire.** Faites une phrase donnant la signification des données entourées.
- Calculer.** Comparez, par un calcul adéquat, les montants consacrés respectivement par les pouvoirs publics à des mesures en faveur ou en défaveur de l'environnement.
- Expliquer.** Pourquoi peut-on dire que les mesures objectivement mises en œuvre en France en 2015 ne correspondent pas à l'intérêt de long terme de la lutte contre le réchauffement climatique ?

Faire le point

Vrai ou faux ?

- L'écriture de la loi ne dépend que du Parlement en France.
- Les politiques environnementales entrent en conflit avec d'autres politiques publiques.
- Les dépenses consacrées en faveur de l'environnement sont très importantes en France.

Vers le bac

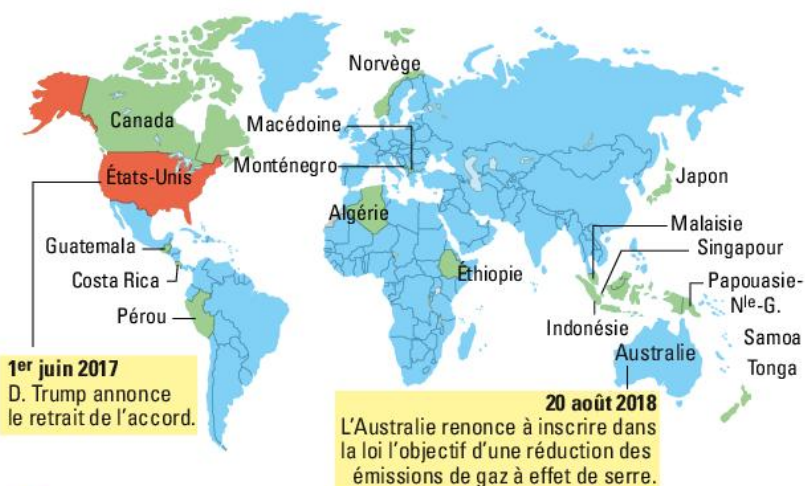
EC **Partie 3.** L'État est-il un acteur efficace de la lutte contre le changement climatique ?

B Les obstacles pesant sur les négociations internationales

1 Réagir

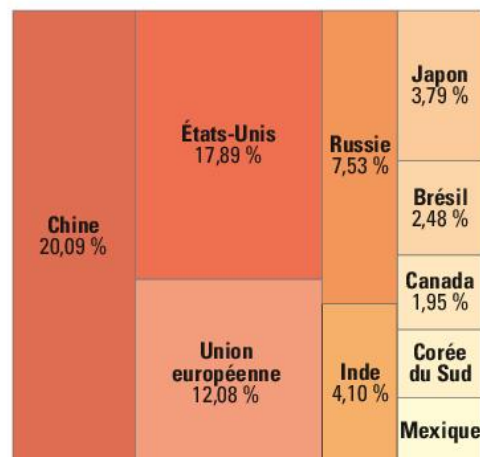
Quelles avancées et quelles difficultés apparaissent dans ces deux documents en matière de lutte internationale contre le réchauffement climatique ?

Accord de Paris sur le climat en 2018



■ 197 signataires mais sans réelle mise en œuvre
■ 1 pays ayant annoncé son retrait
■ 16 pays appliquant réellement l'accord

Les 10 principaux pays émetteurs (70 % du total) en 2017



ONU, Climate Analysis, 2019.

2 Les accords internationaux pour lutter contre le réchauffement climatique

- **1972 Rapport du Club de Rome** « Limits to Growth », dit *Rapport de Meadows* : premier rapport critique du modèle de croissance et de ses effets écologiques.
- **1990 Premier rapport du GIEC** (Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), organe international indépendant des États qui rassemble des centaines d'experts chargés d'évaluer les connaissances scientifiques liées au changement climatique.
- **1992 Sommet de la Terre à Rio** : la communauté internationale se mobilise et adopte une convention sur la protection de la biodiversité et une autre contre le changement climatique.
- **1997 Protocole de Kyoto** : 37 pays développés s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 5 % par rapport à 1990 pour la période 2008-2012. Les pays en développement ne sont pas tenus par des obligations

de réduction de leurs émissions. Les États-Unis ne ratifieront pas ce protocole.

- **2012 Sommet de la Terre Rio+20** (Rio, vingt ans après) : les attentes furent restreintes et le bilan mitigé.
- **2015 COP 21 à Paris**, 21^e conférence des parties : elle se conclut par la signature de l'**Accord de Paris**, premier accord universel (195 pays) sur le climat avec pour objectif de limiter l'augmentation des températures mondiales à 1,5°C.
- **2018 COP 24 à Katowice** en Pologne qui adopte un guide technique d'application de l'Accord de Paris mais ne parvient pas à rehausser les ambitions des États. Les pays les plus vulnérables (insulaires) demandent plus d'efforts, financiers et politiques pour garantir leur survie tandis que les pays exportateurs d'énergies fossiles poussent pour obtenir plus de latitude sur les mesures à mettre en place.

- 1 **Repérer.** Présentez les principales avancées des négociations internationales et leurs difficultés.
- 2 **Comprendre.** Pourquoi le GIEC a-t-il été créé ?
- 3 **Interpréter.** Pourquoi les pays en développement ne sont-ils pas tenus à réduire leurs émissions lors des traités antérieurs à celui de Paris ? Les pays en développement ont-ils une position commune en matière d'environnement ?



Donald Trump a annoncé le 1^{er} juin 2017 le retrait de son pays de l'accord de Paris. Il réduit également les contributions financières des États-Unis pour la lutte contre le changement climatique.

3 De la difficulté des négociations : les comportements de passagers clandestins

DOC FONDAMENTAL

Le réchauffement climatique est un exemple de la tragédie des biens communs. Il est dû principalement à l'augmentation dans l'atmosphère des émissions de dioxyde de carbone depuis la révolution industrielle et aux émissions de méthane, causées par les élevages. [...]

Un pays ne peut lutter à lui seul contre le réchauffement climatique. Par conséquent, la solution classique d'intervention étatique qui vise à décider d'une politique centralisée pour fournir le bien et d'un financement par le biais de la taxation n'est pas appropriée. [...] Si chaque pays a un intérêt à ce que le réchauffement climatique soit limité, chacun préférerait que le coût soit

supporté par les autres, engendrant de fait un comportement de passager clandestin. [...]

En l'absence de régulateur supranational bienveillant, une coordination entre les États est nécessaire, ce qui implique que 195 pays plus l'Union européenne se mettent d'accord sur des objectifs, voire des moyens. Depuis le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, les pays se réunissent régulièrement. De la première conférence des parties (COP) à Berlin en 1995 à la COP22 à Marrakech, 22 négociations se sont succédé, avec des approches et efficacités contrastées, ce qui atteste de la difficulté de la tâche.

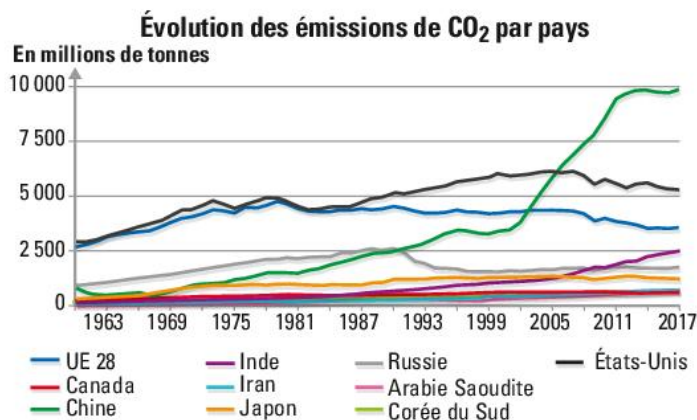
J.-L. Combes, P. Combes-Motel, S. Schwartz, « Un survol de la théorie des biens communs », *Revue d'économie du développement*, vol. 24, 2016.

À savoir

Un **bien commun** a la double caractéristique d'être **rival** (deux consommateurs ne peuvent pas en même temps user du bien, comme une barre chocolatée) et d'être **non exclusif** (on ne peut empêcher un consommateur qui ne veut pas payer de consommer le bien, comme le passant qui passe sous un éclairage public). C'est donc un bien qui risque d'être surexploité, jusqu'à disparition. On parle ainsi souvent de « **tragédie des biens communs** » selon l'expression du biologiste et militant écologiste Garrett Hardin. Pour l'économiste américain, **Mancur Olson**, chaque individu a intérêt à bénéficier de l'action collective (ici lutter contre le dérèglement climatique) sans y participer (payer le coût de la lutte contre le changement climatique) et se comporte donc comme un « **passager clandestin** ».

- Illustrer.** À partir de leur définition, donnez différents exemples de biens communs. En quoi le réchauffement climatique illustre-t-il la « tragédie des biens communs » ?
- Expliquer.** Quels coûts peut impliquer la lutte contre le changement climatique ? Pourquoi l'existence de ces coûts favorise-t-elle des comportements de passagers clandestins ?
- Déduire.** Expliquez, à partir de la phrase soulignée et des questions précédentes, pourquoi il est difficile d'avoir un accord international contre le réchauffement climatique.

4 Les intérêts divergents de la négociation pour le climat



Pays les plus affectés par les événements météorologiques extrêmes (1998-2017)

1	Porto Rico
2	Honduras
3	Myanmar
4	Haïti
5	Philippines
6	Nicaragua
7	Bangladesh
8	Pakistan
9	Vietnam
10	Dominique

VIDÉO

Évolution des émissions de CO₂ dans le monde de 1960 à 2014 selon la Banque mondiale.

Faire le point

Rédigez deux paragraphes argumentés pour discuter de l'une de ces affirmations :

a. L'accord de Paris permet de lutter contre le réchauffement climatique. b. La Chine n'a pas les mêmes intérêts que les États-Unis dans la lutte contre le réchauffement climatique.

- Lire.** Faites une phrase donnant la signification des données disponibles pour les États-Unis en 2017.
- Interpréter.** L'Inde et le Bangladesh ont-ils, selon vous, les mêmes intérêts et le même poids dans la négociation climatique ?
- Expliquer.** Pourquoi est-il difficile pour les pays de négocier un accord commun en faveur du climat ? Tenez à la fois compte des différences entre pays développés, entre pays en voie de développement et entre ces deux groupes.

Vers le bac

EC Partie 1. Présentez les obstacles auxquels se heurtent les négociations internationales sur le climat.

Activité 1

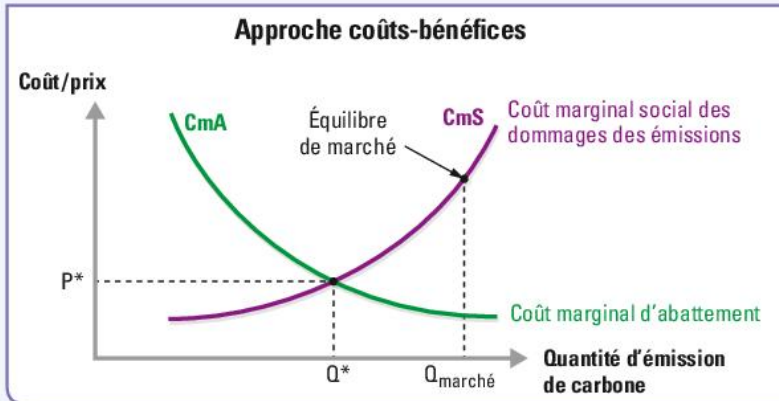
Interpréter un graphique

Notions :

Coûts et bénéfices marginaux, valeur de marché, valeur socialement optimale, valeur tutélaire

La « vraie » valeur du carbone

Doc 1 Pourquoi donner un prix au carbone : l'approche coûts-bénéfices



L'approche coûts-bénéfices permet de déterminer le prix du carbone socialement optimal. Il s'agit d'égaliser le coût marginal des dommages associés à l'émission d'une tonne supplémentaire de CO_2 dans l'atmosphère (CmS) et le coût marginal de réduction des émissions de CO_2 dit coût marginal d'abattement (CmA). L'égalisation des coûts marginaux permet de dégager une quantité socialement optimale d'émission de CO_2 (Q^*) et le prix qui lui est lié (P^*).

Doc 2 La valeur d'une tonne de CO_2 : l'approche coût-efficacité

Pour forcer les agents économiques à internaliser les dommages qu'ils imposent aux autres, il suffit de leur faire payer ce dommage sous forme d'un prix à payer chaque fois qu'ils émettent le polluant générant ce dommage. Si le prix est égal au dommage, on voit bien que l'on réaligne l'intérêt privé avec l'intérêt général. [...] Le problème, c'est que dans le cas du CO_2 , les dommages sont à la fois éloignés dans le temps et incertains. [...] La durée du flux de dommages climatiques est de l'ordre de quatre-vingts ans. [...] Émettre une tonne de CO_2 aujourd'hui engendre un dommage climatique espéré de 1 200 euros (de 2019) en 2099. [...]

En pratique, les États, les gouvernements et le GIEC ne raisonnent pas selon ce principe pollueur-payeur consistant à identifier le prix du carbone comme le dommage climatique marginal. [...] Le raisonnement dominant aujourd'hui consiste à se fixer une température cible de façon exogène et d'en déduire le « budget carbone » résiduel qu'il nous reste à consommer pour ne pas dépasser cet objectif de température. L'accord de Paris a ciblé un accroissement de température de 2°C , et si possible $1,5^\circ\text{C}$. [...] Il s'agit ici de répartir l'effort entre aujourd'hui et 2050 pour minimiser la valeur actuelle du coût financier de ces efforts. La meilleure manière d'y arriver est de faire croître le prix du carbone.

Christian Gollier, « Le prix du risque climatique et le prix du carbone », *Revue d'économie financière*, n°133 (1), 2019.

À savoir

La « **valeur tutélaire du carbone** » est une valeur que détermine l'État pour éclairer ses choix de politiques publiques et d'investissements en faveur du climat. Cette valeur exprime en termes monétaires la valeur des efforts publics et privés de décarbonation permettant de converger vers un objectif de neutralité en 2050. La valeur tutélaire ne doit pas être confondue avec le montant d'une taxe carbone ou d'un prix de marché du carbone. Il s'agit d'une valeur de référence qui guide l'action publique en permettant d'évaluer les projets et les politiques publiques (coût de la tonne de CO_2 évitée) et de calibrer les instruments de signaux de prix (taxes, subventions à l'investissement, normes, etc.).

Étape 1 Analyser les documents

Doc 1

- 1 Expliquez la forme des courbes et interprétez la situation correspondant à l'équilibre de marché (sans intervention publique). Pourquoi cette situation est-elle sous-optimale ?
- 2 À quel niveau devrait être fixé le prix unitaire du carbone pour atteindre le niveau d'émissions socialement optimal ?
- 3 En quoi le fait de donner un prix au carbone permet-il d'internaliser les externalités liées à ces émissions ?

Doc 2

- 4 Quelles difficultés pose l'analyse du coût marginal du dommage ?
- 5 Quelle méthode a adopté le GIEC pour évaluer le prix du carbone ?
- 6 À quoi sert l'évaluation de la valeur tutélaire du carbone dans cette logique coût-efficacité ?

Étape 2 Vers le bac

En quoi l'analyse coûts-efficacité est-elle liée à l'analyse coûts-bénéfices ?



La valeur de l'action pour le climat c'est quoi ?, France Stratégie.

Activité 2

Faire une recherche documentaire et préparer un exposé

Notions :

Agents économiques,
incidence fiscale, économie
comportementale

Des incitations pour changer les comportements des citoyens

Doc 1 Une concurrence fiscale ciblée sur l'impôt sur les sociétés

Les mesures de sensibilisation visent principalement à modifier le comportement des consommateurs. Ces mesures peuvent [...] s'appuyer sur des mécanismes comportementaux plus ou moins inconscients, tels des « nudges ». Ces derniers, popularisés par Richard Thaler, lauréat du « Nobel d'économie » en 2017, encouragent, par un mécanisme de suggestion, les individus à adopter un comportement vertueux tout en leur laissant la liberté de choix. Par exemple, mettre en comparaison la consommation d'électricité d'un foyer avec celle moyenne de son voisinage a des répercussions en matière d'économie d'énergie.

Si [cette approche] peut se révéler très utile pour faire prendre conscience des problèmes, son caractère non contraignant limite cependant sa portée et génère des phénomènes de passerager clandestin, certains pouvant continuer de s'abstenir tout en profitant des efforts des autres. Ses résultats peuvent même s'avérer contre-productifs : des sentiments négatifs comme la culpabilité ou le fatalisme peuvent conduire à développer des comportements nihilistes et résignés.

Le signal-prix présente l'avantage d'être intermédiaire entre la norme réglementaire basée sur la contrainte et des mesures de sensibilisation fondées sur la simple bonne volonté. Il va plus loin que ces dernières, car il pénalise les agents qui n'adopteraient pas de manière volontaire un comportement vertueux, sans pour autant les contraindre de façon définitive comme l'impose une norme.

Paul Malliet, Frédéric Reynès, « Climat : quels outils pour modifier les comportements ? », *Alternatives Économiques*, hors-Série n°117, 2019.



Près de 40 villes françaises et belges ont déjà installé dans leurs rues des cendriers Cypao, qui par leur côté ludique, permettent de réduire considérablement le nombre de mégots jetés par terre. En France, 60 % des mégots sont jetés sur la voie publique selon les chiffres du ministère de l'Écologie.

Étape 1 Analyser les documents

- 1 Listez l'ensemble des outils évoqués pour inciter à changer de comportement.
- 2 Quelles limites à leur efficacité sont présentées ?
- 3 À l'aide du document 2, montrez que les effets des différents outils n'ont pas la même ampleur.

Étape 2 Faire une recherche documentaire

- 1 Recherchez des exemples concrets de différents outils pour faire changer le comportement des consommateurs.
- 2 Mettez-vous en groupe et partagez-vous le travail pour rechercher et présenter un exemple ayant fonctionné et un exemple ayant moins fonctionné pour chaque type d'outil.
- 3 Comparez les exemples entre eux pour vous demander collectivement quels moyens sont les plus efficaces pour changer les comportements des consommateurs.

Étape 3 Vers le bac

- 1 **ÉCRIT** Rédigez un paragraphe pour présenter les différents outils permettant de faire changer les comportements des consommateurs.
- 2 **ORAL** Préparez un exposé de 5 min sans support écrit pour expliquer les effets relatifs des différents outils capables de faire changer les comportements des consommateurs.

Doc 2 Des instruments complémentaires

Proportion des clients utilisant des sacs jetables et réutilisables selon les politiques en vigueur



Note : La campagne de sensibilisation par affichage testée ici dans les épiceries de Washington s'accompagnait dans certains cas d'une taxe de 5 cents sur chaque sac jetable et/ou d'une réduction du prix des achats de 5 cents si un sac réutilisable était utilisé.

Homonoff, 2015, cité par Patricia Côté, « La contribution de l'économie comportementale aux questions environnementales : en quête d'un nouveau paradigme », *Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable*, 2018.

Quelle action publique pour l'environnement ?

L'essentiel en 5 points

La lutte des pouvoirs publics pour l'environnement est le résultat d'une **mise à l'agenda politique** entreprise par différents acteurs. Ces derniers peuvent coopérer mais entrent également en conflit.

Protéger l'environnement peut se réaliser à différents niveaux d'action publique, du plus local à l'international. Le niveau d'action pertinent repose sur le **principe de subsidiarité**.

Les pouvoirs publics disposent de quatre outils principaux d'action sur le réchauffement climatique : la **réglementation**, la **taxe** et son corollaire la **subvention**, le **marché des quotas d'émission**.

Quelque soit l'instrument choisi, la lutte contre le réchauffement climatique souffre des **dysfonctionnements de l'action publique**, comme les problèmes de lobbying et de hiérarchie de la décision publique.

Ces dysfonctionnements sont également visibles lors des **négociations internationales** sur le dérèglement climatique. Le climat est un **bien commun** nécessitant une coopération des États.

1 Les acteurs construisent les questions environnementales

a. La mobilisation des acteurs pour l'environnement

DOSSIERS 1 A ET B

► Dans une même société, les acteurs ont des intérêts privés différents. De nombreux **conflits** opposent les entreprises, les citoyens et les associations qui les représentent, autour des atteintes à l'environnement et à la santé. Ces mobilisations collectives peuvent être très localisées (pollution ou implantation d'une usine polluante) ou plus globales (lutte contre le changement climatique).

► C'est par leur mobilisation que les citoyens ou les associations parviennent progressivement à faire de leurs intérêts l'objet d'un problème public, progressivement **mis à l'agenda politique**. Les citoyens sont autant pris dans ce processus que les associations, les organisations non gouvernementales, les experts, les entreprises et les pouvoirs publics eux-mêmes.

► Lors d'une mise à l'agenda politique, les acteurs peuvent lutter entre eux pour définir exactement quel problème public il s'agit de traiter, mais ils peuvent également **coopérer** entre eux pour faire avancer une cause commune. C'est un va-et-vient constant entre les deux comportements qui est le plus souvent constaté.

b. Les différents niveaux de l'action politique

DOSSIER 1 C

► Lorsque les pouvoirs publics interviennent, ils peuvent le faire à différents niveaux d'action. L'environnement peut être favorisé au niveau local, comme lors d'une politique de rénovation urbaine, ou au niveau régional, lorsqu'il s'agit de protéger un espace naturel spécifique. L'échelon national est également mobilisable, comme lors de la mutation de règles de production. C'est également au niveau international ou supranational (UE) que des décisions en matière d'environnement sont prises. Les traités en faveur du climat sont généralement pris à ce niveau.

► Le partage des tâches entre différents niveaux politiques se fait généralement, notamment dans le cadre de l'Union européenne selon le **principe de subsidiarité**. La décision est prioritairement laissée au niveau local, sauf lorsqu'il est plus efficace de la traiter à un niveau plus élevé.

2 Les pouvoirs publics disposent de différents instruments pour lutter contre le réchauffement climatique

a. La réglementation

DOSSIER 2 A

► Par la réglementation, les pouvoirs publics imposent des limites, des obligations ou des interdictions. Lorsque ces règles ne sont pas respectées, le contrevenant est puni par une sanction. C'est une première manière pour les pouvoirs publics de faire **internaliser les externalités** aux pollueurs : par la réglementation et l'amende, les pollueurs se rendent compte qu'il existe un coût collectif à leur action privée.

Mots-clés

La **mise à l'agenda politique** désigne l'existence de processus par lequel des problèmes de l'ordre privé (comme l'alimentation) sont progressivement étudiés et pris en charge par des instances publiques (par exemple sur la taxe des sodas). Elle suppose l'intervention d'acteurs qui permettent le passage du cadre privé au cadre public, comme les associations, les ONG, les experts, les médias, etc.

Une **externalité négative** signifie ainsi qu'un agent réduit le bien-être d'un autre agent sans lui verser une compensation financière. Afin de lutter contre les externalités négatives, les pouvoirs publics peuvent les faire **internaliser** aux agents, en leur faisant prendre conscience de ce coût collectif. Les pouvoirs publics y parviennent par la réglementation, la taxe et le marché carbone.

Un **lobby**, ou groupe d'intérêt, groupe de pression, groupe d'influence, est un groupe de personnes créé pour promouvoir et défendre des intérêts privés en exerçant des pressions ou une influence sur des personnes ou des institutions publiques détentrices de pouvoir.

Le **passager clandestin** désigne un type de comportement économique dans lequel un agent bénéficie des résultats d'une action entreprise par d'autres sans en payer le coût.

Les **biens communs** ont la double caractéristique d'être rivaux (la quantité de bien disponible est limitée et sa consommation par un individu ou une entreprise réduit celle des autres) et d'être non exclusifs (on ne peut empêcher un consommateur de consommer le bien par des obstacles). C'est donc un type de bien qui risque d'être surexploité, jusqu'à disparition. On parle ainsi souvent de « **tragédie des biens communs** » selon l'expression de Garrett Hardin.

Ne pas confondre

Réglementation et taxe

Pour faire internaliser les externalités aux agents économiques, deux moyens différents existent. La **réglementation** interdit un comportement, limitant par exemple la quantité de pollution qui peut être réalisée, ce qui entraîne une sanction pour celui qui franchit la limite. À l'inverse, la **taxe** déclare qu'un comportement est autorisé, mais contre un prix qu'il s'agit de payer pour réaliser par exemple l'acte polluant.

Bien commun et bien collectif

Ce sont tous les deux des biens non exclusifs : on ne peut empêcher un consommateur qui ne veut pas payer le bien de le consommer. Mais le **bien commun** a la caractéristique d'être rival alors que le **bien collectif** est non rival. C'est la différence par exemple entre une réserve de poissons dans un étang (rival, puisque chaque poisson pêché est un poisson en moins pour d'autres consommateurs) et un système d'éclairage public (non rival, puisque le passant n'empêche pas les autres de bénéficier en même temps de l'éclairage).

► Le principal avantage de la réglementation est celui de la facilité. L'écriture d'un texte de loi permet de dire rapidement quels sont les comportements que l'on veut éviter.

► Néanmoins, la réglementation entraîne souvent des résistances. De plus, elle porte également surtout sur les agents les plus pollueurs. Tous ceux qui polluent moins que la norme ne sont pas incités à améliorer leur comportement.

b. La taxe et la subvention

DOSSIERS 2 B ET C

► Par la taxe, les pouvoirs publics indiquent que les agents qui réalisent un comportement doivent s'acquitter d'un paiement, comme payer une **taxe carbone** lorsqu'on achète du pétrole. À ce titre, la subvention est une « taxation négative » : les pouvoirs publics accordent un bonus financier à ceux qui font le comportement valorisé par la **subvention**, comme l'aide à l'investissement dans les énergies vertes.

► Le principal avantage de la taxe (et de la subvention) est d'inciter tous les individus à faire des efforts en matière d'environnement.

► Cependant, il n'est pas possible de savoir à l'avance si les comportements polluants vont se réduire grandement ou non. De plus, la taxe peut ne pas être acceptable socialement, surtout si elle pèse plus sur les plus vulnérables.

c. Le marché des quotas d'émission

DOSSIER 2 D

► Avec le **marché des quotas d'émissions ou des droits à polluer** (dits « **marchés du carbone** »), les pouvoirs publics accordent aux entreprises les plus polluantes des permis d'émettre de la pollution. Ces dernières doivent se procurer des droits supplémentaires si elles polluent plus que leur permis. Elles peuvent en acheter aux entreprises ayant réalisé des efforts pour réduire leurs émissions polluantes en-dessous de leurs permis.

► Le principal avantage du marché carbone est de faire prendre conscience aux grandes entreprises qu'elles ont tout intérêt à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre : elles évitent de payer des droits manquants et elles peuvent même gagner à revendre les permis acquis.

► Cependant, le marché du carbone n'incite à changer les comportements que si le prix du permis négocié sur le marché est élevé. Ce n'est pas le cas s'il y a trop de quotas alloués par les pouvoirs publics, comme on l'a observé dans le cadre du **Système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne (SEQE-UE)**.

3 L'action publique contre le réchauffement climatique souffre de dysfonctionnements

a. Les limites de l'action publique à l'échelle nationale

DOSSIER 3 A

► Lorsque les pouvoirs publics agissent, ils le font notamment par l'intermédiaire de la loi. À différents moments, les prises de décision peuvent être influencées par des **lobbys** ayant peu intérêt au changement en faveur de l'environnement.

► Plus généralement, les pouvoirs publics doivent concilier des intérêts contraires lorsqu'ils prennent une décision. La défense de l'environnement n'est qu'un intérêt parmi d'autres.

b. Le problème des comportements de passager clandestin au niveau international

DOSSIER 3 B

► Le réchauffement climatique pose des problèmes à tous les pays, mais il peut être tentant pour un pays d'attendre que les autres se mobilisent pour bénéficier des résultats de la lutte sans en payer le coût. Ce comportement de **passager clandestin** est classique lorsqu'il s'agit de biens non exclusifs comme les **biens communs** ou les biens collectifs.

► La tentation d'être un passager clandestin est d'autant plus grande que les différents pays n'ont pas tous les mêmes intérêts à lutter contre le réchauffement climatique. Les pays développés sont déjà riches et peuvent se permettre des efforts que tous les pays en développement n'ont pas encore les moyens de réaliser.

Chiffres clés



Les principaux pollueurs sont, en 2017, les États-Unis, responsables de **25 %** des émissions mondiales, suivis de l'UE à 28, avec **22 %** des émissions mondiales, et la Chine avec **12 %** des émissions mondiales.

420 milliards de tonnes :

Selon le rapport du GIEC publié en octobre 2018, c'est la quantité d'émissions de GES en équivalent CO₂ que l'humanité peut encore produire à partir du 1^{er} janvier 2018 pour avoir 2 chances sur 3 de limiter le réchauffement climatique à **1,5 degré**.



« Le changement climatique s'est produit à cause du comportement humain, donc il est naturel que ce soit aux êtres humains de résoudre ce problème. Il se peut qu'il ne soit pas trop tard si nous prenons des mesures décisives aujourd'hui. »

Ban Ki-Moon (1944 -), diplomate sud-coréen, secrétaire général des Nations-Unies de 2007 à 2016.

QUELLE ACTION PUBLIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT?

QUI ?

Les acteurs privés

- ✓ Citoyens
- ✓ Entreprises
- ✓ Associations
- ✓ ONG
- ✓ Experts

se mobilisent



Le problème est mis à l'agenda politique

Parlons-en lors de la prochaine réunion !

Partage des tâches entre les différents niveaux politiques
→ Principe de subsidiarité

Les pouvoirs publics

Interviennent

À différents niveaux politiques :

- ✓ Local
- ✓ Régional
- ✓ National
- ✓ Européen
- ✓ International

COMMENT ?

Différents moyens d'action en matière de lutte contre le réchauffement climatique

J'ai trop chaud !

La réglementation

- Impose
- ✓ Des limites
 - ✓ Des obligations
 - ✓ Des interdictions

Non respect → sanction

Faut que je fume un peu moins ou je vais avoir une amende !

But : Internaliser les externalités

- 👍 = Facile à mettre en œuvre
- 👎 = Risque de faible acceptation des contribuables

La subvention et la taxe

Soit

- Comportement valorisé → Subvention = bonus financier
- Comportement polluant → Taxe = malus financier

J'ai investi dans les énergies vertes et j'ai eu droit à une subvention.



- 👍 = Incite à faire des efforts
- 👎 = Résultats peu prévisibles

Le marché des quotas d'émission



Voilà le quota de pollution que tu as le droit d'émettre.

C'est peu ! Si je veux polluer plus je dois me procurer des droits supplémentaires ?

Tout à fait !

- 👍 = Permet une prise de conscience
- 👎 = Trop de quotas alloués

DYSFONCTIONNEMENTS

Les limites à l'action publique au niveau national et international

Les conflits d'intérêts

Influence des lobbys

Disons que cette loi est bonne pour la planète, mais pas pour nous !



Il faut la supprimer !

Conciliation des intérêts environnementaux et des autres

Écologie / économie... Pas simple !

Réforme nécessaire mais impopulaire... Et ma réélection ?



La nature de certains biens

Bien commun

Rival / Non exclusif
Ex. : Ressources halieutiques
Certains agents les surconsomment

Épuisement
Tragédie des biens communs
G. HARDIN



Bien collectif

Non rival / Non exclusif
Ex. : Air de qualité
Certains veulent profiter de ce bien sans en payer le prix

Comportement de passager clandestin
M. OLSON

1 Vérifier des affirmations

Vrai ou faux ?

- a.** Donner un prix au carbone permet d'internaliser les externalités négatives liées à son accumulation en trop grandes quantités dans l'atmosphère.
- b.** Selon la théorie économique, la réglementation et les taxes sont des instruments équivalents.
- c.** Un marché de quotas présente l'avantage de cibler les entreprises ayant les coûts de réduction des émissions les plus faibles.
- d.** La norme incite à faire mieux que ce qui est prescrit.
- e.** La taxe carbone peut offrir un double dividende si elle réduit la pollution en finançant par ses ressources des politiques de croissance.
- f.** Les États-Unis sont le pays qui a la plus grande expérience en termes de marchés du carbone.
- g.** Les négociations sur le climat se heurtent à des comportements de « passager clandestin ».
- h.** Les accords de Paris sur le climat (COP 21) de décembre 2015 sont le premier accord universel car ils engagent les pays en développement.
- i.** Les accords de Paris ont pour objectif de limiter l'augmentation des températures à 1°C d'ici à 2100.
- j.** Les pays les plus pollueurs sont tous des pays émergents.

2 Définir les principales notions

Retrouvez la ou les bonne(s) réponse(s).

1. L'action publique en faveur de l'environnement :

- a.** relève essentiellement de la politique locale notamment des municipalités.
- b.** passe par l'usage d'instruments visant à lutter contre les externalités négatives de l'activité économique.
- c.** passe par la mise à l'agenda de problèmes auxquels va chercher à répondre l'action publique.

2. La lutte internationale contre le réchauffement climatique :

- a.** est complexe car le climat pose un problème de « tragédie des biens communs ».
- b.** est affaiblie par des comportements de « passager clandestin » de certains États.
- c.** a commencé en 2015 avec l'accord de Paris sur le climat.

3. Lorsqu'un pouvoir public cherche à lutter contre le réchauffement climatique, il peut :

- a.** faire internaliser aux agents leurs externalités positives par la réglementation.
- b.** faire internaliser aux agents leurs externalités négatives par la mise en place d'un marché carbone.
- c.** être soumis à des activités de lobbying.

3 Compléter un texte à trou

Complétez ce texte à l'aide des termes suivants :

- a.** taxe **b.** pollueur-payeur **c.** instrument-prix **d.** faibles **e.** internaliser **f.** dépolluer **g.** instrument-quantité
h. marchés de quotas d'émission **i.** réglementations

Lorsque les pouvoirs publics luttent contre le réchauffement climatique, ils emploient quatre solutions complémentaires : la réglementation, la taxe, la subvention et les (1...). Chacun de ces instruments a des avantages et des inconvénients.

Les (2...) sont à ce jour les outils de politique environnementale les plus largement utilisés à travers le monde. Au niveau mondial, le protocole de Montréal (1985), a permis de lutter contre la dégradation de la couche d'ozone en interdisant certains composants chimiques. Pour les économistes, elles présentent l'inconvénient d'imposer la même contrainte à tous les agents économiques et ne sont donc pas adaptées à tous les problèmes. D'où l'idée d'avoir recours à des instruments dits « économiques » comme la (3...). Elle a pour avantage par rapport à la norme d'inciter les entreprises à (4...) davantage. Celles qui disposent des coûts de réduction les plus (5...) vont réduire davantage leurs émissions que celles qui ont des coûts plus élevés. Cela permet d'(6...)

progressivement le coût social du carbone, selon le principe du (7...). Il faudra cependant faire attention à son niveau, pour ne pas renforcer les inégalités en taxant proportionnellement plus les ménages les plus modestes.

Un autre champ d'application de la théorie économique à la politique climatique réside dans la création de marché de quotas d'émissions dont l'exemple le plus abouti est le marché européen créé en 2005. Selon la théorie, permis d'émissions négociables et taxes sont censés être plus efficaces que les normes car les efforts effectués seraient répartis efficacement entre les agents selon les coûts de réduction des émissions. Sous cet angle, taxe et marché de permis sont équivalents. Mais alors que la taxe est un (8...) (on fixe *a priori* le prix de manière à viser une certaine réduction des quantités), les quotas sont un (9...) (on fixe *a priori* les quantités qui pourront être émises, le marché s'occupera ensuite de fixer le prix du carbone qui en découle).

4 Compléter un tableau de synthèse du cours

Associez les idées suivantes à une case numérotée du tableau ci-dessous.

a. Cela suppose un prix du carbone élevé, donc peu de quotas distribués pour correspondre à la demande. **b.** Elle se concentre sur les coûts de pollution les plus faibles et vise donc surtout les grands pollueurs, sans les inciter à faire mieux que la norme. **c.** Cette mobilisation peut être conflictuelle car certains acteurs ont des intérêts contradictoires. **d.** Les intérêts des politiques eux-mêmes compliquent la prise de décision pour le long terme alors que des élections sont fréquentes.

e. Elles ont l'avantage d'inciter tous les agents économiques à faire des efforts, mais peuvent conduire à des contestations lorsqu'elle est source d'inégalités. **f.** La tentation du passager clandestin existe d'autant plus que les pays sont différents entre eux : riches ou pauvres, dépendants ou non du pétrole, soumis ou non aux risques climatiques extrêmes. **g.** Cette action s'organise selon le principe de subsidiarité.

La fabrique de l'action politique en faveur de l'environnement	Les instruments de la politique climatique et leurs limites	Les difficultés politiques d'une action environnementale
1 La mobilisation de différents acteurs <ul style="list-style-type: none"> – Citoyens, experts, associations, ONG et entreprises contribuent avec les pouvoirs publics à la mise à l'agenda politique des problèmes environnementaux. – Le répertoire d'action des acteurs se diversifie. – Certains acteurs (ONG, experts, politiques) coopèrent autour des questions environnementales qui peuvent modifier les politiques publiques. 	3 La réglementation <ul style="list-style-type: none"> – Elle consiste à interdire certains comportements polluants, sous peine d'une sanction. – Elle est simple à mettre en œuvre et efficace si les contrôles et les sanctions le sont aussi. 	6 Les difficultés au niveau national <ul style="list-style-type: none"> – La construction de l'action en faveur de l'environnement est soumise à l'influence des lobbys. – La multiplicité des intérêts conduit à une multiplicité de politiques, qui peuvent être contradictoires avec un objectif environnemental.
2 À des niveaux d'action différents <ul style="list-style-type: none"> – L'action pour l'environnement va du plus local à l'international en passant par le régional, le national et l'europpéen. – Les différentes échelles d'action sont souvent articulées entre elles. 	4 La taxe et la subvention <ul style="list-style-type: none"> – Elles s'organisent selon le principe du pollueur-payeur : pour que l'agent économique tienne compte de son externalité, il paie une taxe s'il pollue ou bénéficie d'une subvention s'il a un comportement non polluant. – La taxe incite à réduire de manière constante les émissions de gaz à effet de serre (GES). – Elle fournit des recettes pour l'État qui peut les réutiliser en faveur de la politique climatique. 	7 Les difficultés à l'échelle internationale <ul style="list-style-type: none"> – Le problème du climat est celui d'être un bien non exclusif qui conduit à la « tragédie des biens communs » : les pays sont tentés de se comporter en passagers clandestins et d'attendre des autres les efforts en matière de politique climatique.
	5 Le marché carbone <ul style="list-style-type: none"> – Il repose sur l'existence de droits à polluer que les acteurs de marché peuvent acheter ou vendre. – Il incite à adopter un comportement non polluant en faisant gagner plus à ceux qui vendent leurs droits. 	

CONSEIL

Pour mieux assimiler le vocabulaire, élaborer des cartes-flash en écrivant d'un côté de la carte un terme-clé et en le définissant au recto.

5 Maîtriser les principales notions

Retrouvez les définitions des termes suivants :

- a.** tragédie des biens communs **b.** lobby **c.** passager clandestin **d.** bien commun
e. internaliser les externalités **f.** externalité **g.** mise à l'agenda politique

1. Désigne l'existence de processus par lequel des problèmes d'ordre privé sont progressivement pris en charge par des instances publiques et deviennent des problèmes publics.
2. Désigne un type de comportement économique dans lequel un agent bénéficie des résultats d'une action entreprise par d'autres sans en payer le coût.
3. Désigne la conséquence de l'action d'un agent économique sur un autre agent sans qu'il y ait une contrepartie monétaire entre les deux.
4. Groupe de personnes créé pour promouvoir et défendre des intérêts privés en exerçant des pressions ou une influence sur des personnes ou des institutions publiques détentrices de pouvoir.

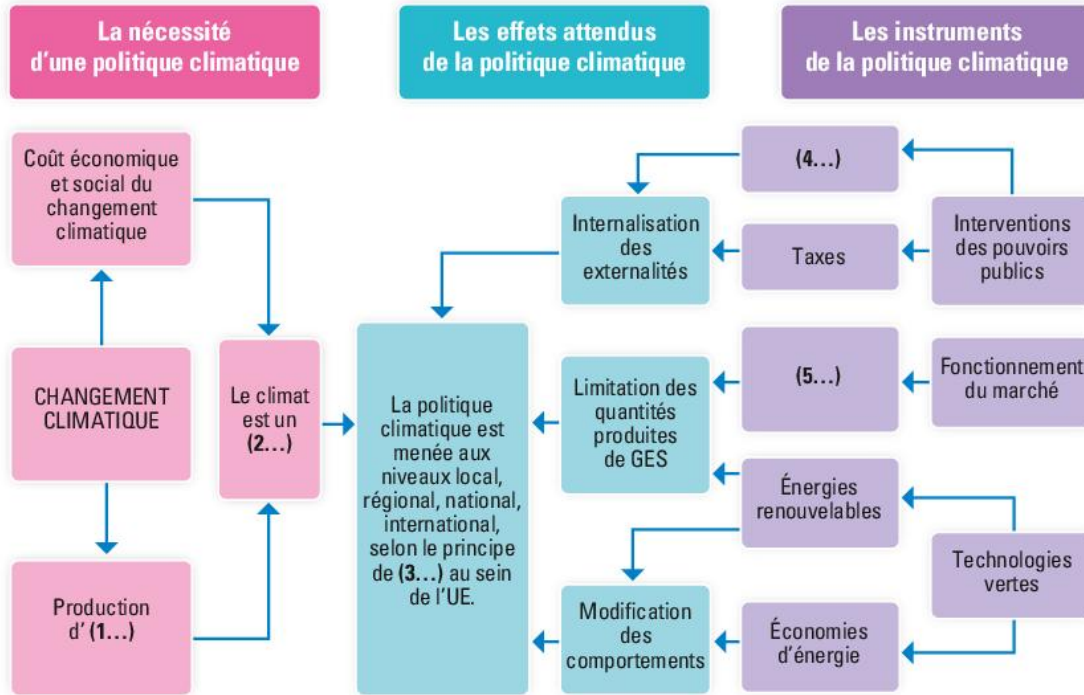
5. Selon Garrett Hardin, l'accès libre à une ressource limitée pour laquelle la demande est forte mène inévitablement à la surexploitation de cette ressource et finalement à sa disparition, puisque chaque individu a un intérêt personnel à utiliser la ressource commune de façon à maximiser son usage individuel.
6. Ils ont la double caractéristique d'être rivaux (la quantité de bien disponible est limitée et sa consommation par un individu ou une entreprise réduit celle des autres) et d'être non exclusifs (on ne peut empêcher un consommateur de consommer le bien par des obstacles).
7. Il s'agit de faire payer aux agents qui produisent des externalités négatives le prix de leur action à travers notamment des taxes puisque le prix du marché sous-estime le coût social.

6 Schématiser les objectifs et instruments de la politique climatique

Complétez le schéma à partir des termes suivants :

a. subsidiarité b. bien commun c. marché des quotas d'émission d. externalités négatives e. réglementation

Objectifs et instruments de la politique climatique



7 Comprendre les effets des différents instruments de la politique climatique

Reproduisez et complétez ce tableau en plaçant les numéros des arguments suivants dans la bonne case. Attention, les arguments peuvent se trouver dans plusieurs cases.

Instruments	Réglementation	Taxe	Marché des quotas
Avantages			
Inconvénients			

1. Minimise les coûts globaux de dépollution. 2. Impossible de prévoir à l'avance les émissions globales de gaz à effet de serre (GES). 3. Permet à l'État d'avoir des recettes susceptibles de soutenir la politique climatique. 4. Permet de prévoir à l'avance la dépollution de GES. 5. Simple à mettre en œuvre pour l'État 6. Inadapté pour les petites entreprises. 7. Coût de la dépollution minimisé pour les entreprises pour lesquelles il est peu cher de dépolluer. 8. Peu incitatif si le prix du carbone est bas. 9. Possible effet pervers avec «l'effet rebond» : certains gains environnementaux obtenus grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique (isolation, chauffage plus performant, diminution des consommations des véhicules, etc.) vont être annulés par une augmentation de la consommation devenue moins coûteuse en énergie. 10. Faible acceptation sociale des agents économiques qui limite son usage. 11. Caractère régressif car pèse

plus sur les ménages modestes. 12. Prix trop bas pour être incitatif à ce jour. 13. Récompense financièrement les dépollueurs. 14. Concentre les efforts sur les agents économiques pour lesquels il est moins cher de dépolluer. 15. Risque d'effet régressif car affecte plus les revenus des ménages pauvres consommant proportionnellement davantage d'énergies et donc de CO₂. 16. Risque de lobbying industriel pour rendre les normes moins contraignantes. 17. Faible acceptabilité pour les agents économiques : résistance à un nouveau prélèvement obligatoire. 18. Les dépollueurs sont «récompensés» par la vente des quotas. 19. Incertitude sur les niveaux de dépollution atteints : si la taxe est trop faible, elle n'entraînera aucune dépollution. 20. Objectif atteint tant que le contrôle et les sanctions sont correctement mis en œuvre.

Tout pour réviser

Le vocabulaire à maîtriser

Réalisez votre lexique pour ce chapitre à partir des mots-clés suivants.

- Mise à l'agenda politique ➔ Dossier 1 A, p. 420
- Conflit, coopération, problème public ➔ Dossier 1 B, p. 422
- Externalités négatives, réglementation ➔ Dossier 2 A, p. 426
- Subvention, taxation ➔ Dossier 2 B, p. 428
- Marché de quotas d'émission ➔ Dossier 2 D, p. 432
- Bien commun, passager clandestin ➔ Dossier 3 B, p. 438

En première

- **Chapitre 1** : équilibre de marché, marché
- **Chapitre 3** : asymétries d'information, bien commun, coût social, coût privé, défaillances du marché, externalités, internaliser les externalités
- **Chapitre 9** : espace public, mise à l'agenda, opinion publique

Ne pas confondre

Assurez-vous de bien maîtriser les phénomènes ou concepts suivants en vous entraînant à les distinguer.

- Externalités négatives et positives
- Externalité et internalisation des externalités
- Réglementation et taxation
- Taxation et subvention
- Norme, taxe et quota d'émission
- Bien commun et bien collectif

Les schémas ou tableaux de synthèse à retenir

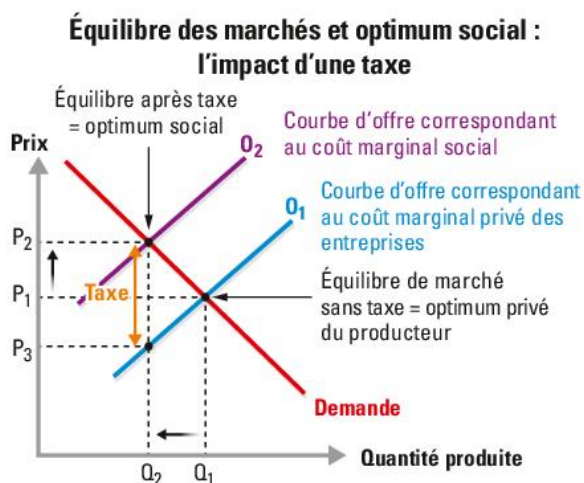
Synthétisez vos connaissances dans des schémas ou des tableaux, notamment sur les thèmes de la liste suivante. Appuyez-vous sur ceux proposés dans les dossiers de ce chapitre.

- Les acteurs participant à la construction des questions environnementales ➔ Dossier 1 A, p. 420
- Le fonctionnement du marché du carbone ➔ Dossier 2 D, p. 432
- Les avantages et limites de la taxe, de la réglementation et du marché du carbone ➔ Mobiliser ses connaissances, p. 447

Les graphiques à connaître

Vérifiez que vous êtes capable de reproduire et d'expliquer ces schémas en veillant à bien noter à quoi correspondent les axes et les courbes.

- Équilibre de marché et optimum social : l'impact d'une taxe



- P_1 : Prix initial sans taxe
- P_2 : Prix TTC payé par le consommateur
- P_3 : Prix HT perçu par le producteur

Supposons une entreprise industrielle. En l'absence de toute réglementation antipollution ou taxe et en supposant un marché de concurrence parfaite pour ce bien, le prix et la quantité produite d'équilibre seront respectivement P_1 et Q_1 . L'entreprise a intérêt à augmenter sa production du bien tant que chaque unité lui rapporte plus qu'elle ne lui coûte, c'est-à-dire jusqu'au point d'égale du prix et du coût marginal de production ; c'est l'optimum privé du producteur, c'est-à-dire la quantité optimale qu'il va produire (ici Q_1) pour maximiser son profit en ne prenant donc en compte que son coût privé.

Mais le prix de marché P_1 ne reflète pas la totalité des coûts engendrés par la production : le coût social est plus élevé que le coût privé en raison de l'effet externe engendré par la production (la pollution), et le volume de production correspondant à l'optimum social est Q_2 , inférieur à Q_1 , correspondant à l'optimum privé du producteur.

La mise en place d'une taxe permet d'internaliser l'externalité en augmentant le coût privé de production des éléments du coût social jusque-là non pris en compte, ce qui se traduit sur la figure par un glissement de la courbe d'offre de O_1 en O_2 , c'est-à-dire par le passage du coût marginal privé au coût marginal social. La pollution étant fonction de la production, on devrait donc avoir, en conséquence, une baisse de la pollution.

- L'approche coûts-bénéfices, avec les courbes de coût marginal des dommages et de coût marginal de dépollution

➔ Activité 1, p. 440

Les mécanismes à comprendre

Vous devez vous assurer que vous avez compris ces mécanismes fondamentaux.

- Les avantages et les faiblesses des normes et des taxes
- Le processus de mise à l'agenda politique
- Les dynamiques de conflits et de coopération entre les acteurs
- L'impact de la réglementation sur les externalités négatives
- L'impact de la taxation ou de la subvention sur les externalités négatives
- Le fonctionnement du marché des quotas d'émission
- Les dysfonctionnements de l'action publique
- La tentation du passager clandestin en présence de bien commun

Idées de sujets disciplinaires pour le Grand oral

- Quelle fiscalité pour réduire les GES ?
- Les raisons de l'échec de la COP25
- Faut-il taxer les avions ou les voitures ?
- Comment les lobbys agissent-ils pour empêcher les législations anti-pesticides ?
- Comment améliorer le fonctionnement des marchés de quotas d'émission ?

Idées de sujets interdisciplinaires pour le Grand oral

Avec les arts

- Les arts et la défense de l'environnement

Avec l'HGGSP

- Comment l'écologie est-elle utilisée comme outil de *soft power* ?
- Comment l'environnement peut-il devenir un patrimoine national ?

Avec humanités, littérature et philosophie

- À quelles conditions sommes-nous « maîtres et possesseurs de la nature » ?
- Ce que nous apprennent les dystopies environnementales sur le monde contemporain

Avec langues et littératures étrangères

- Comment la question environnementale est-elle perçue par la presse anglaise / étasunienne / allemande / espagnole / etc. ?

Avec les mathématiques ou le numérique et sciences informatiques

- Détermination d'un algorithme pour répartir l'effort de réduction de GES entre les pays

Avec la physique-chimie

- Sur quels gaz agir, et comment, pour limiter le réchauffement climatique ?

Avec les SVT

- Sur quels environnements agir, et comment, pour limiter le réchauffement climatique ?

Les problématiques possibles pour la partie 3 de l'EC ou la dissertation

- Quelles sont les étapes de la mise en place de mesures favorables à la protection de l'environnement ?
- À quel niveau s'effectue la politique en faveur de l'environnement ?
- En quoi les niveaux d'action de la politique environnementale sont-ils complémentaires ?
- Quels sont les outils de la politique climatique, leurs avantages et leurs faiblesses ?

- Quelles complémentarités les instruments de la politique climatique peuvent-ils avoir ?
- Quels sont les principaux dysfonctionnements de l'action des pouvoirs publics pour mener une politique climatique ?
- Quels sont les obstacles à la construction d'une politique climatique internationale ?

CONSEIL

Entraînez-vous à répondre de manière organisée à ces problématiques, en vous appuyant sur des arguments. Pensez à utiliser le vocabulaire acquis dans ce chapitre.

Pour en savoir plus

À lire

- Philippe Bontems, Gilles Rotillon, *L'Économie de l'environnement*, La Découverte, 2013.
- Eloi Laurent, Jacques Le Cacheux, *Économie de l'environnement et économie écologique*, Armand Colin, 2015.
- Bruno Latour, *Où atterrir ?*, La Découverte, 2017.
- Maud Hopsie, Claire Fumat, *Toute l'éco en BD, Le Marché, imperfections et défaillances*, tome 3, La Boîte à bulles/Belin éducation, 2018.

À consulter

- ADEME
- Greenpeace
- Ministère de l'Écologie
- WWF

À voir

- *Promised Land* de Gus Van Sant.
- *Une suite qui dérange* d'Al Gore : quinze ans après *Une Vérité qui dérange*.
- *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent.



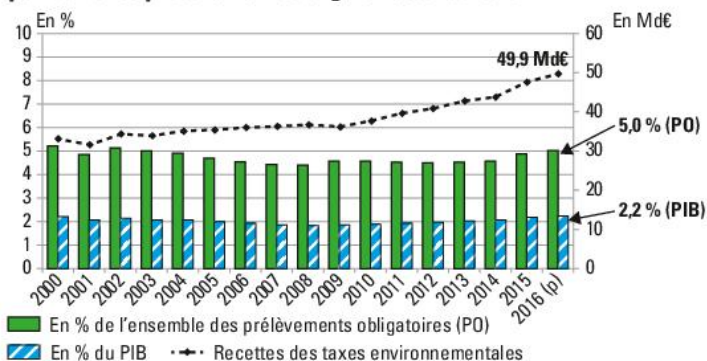
Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Comment la taxation permet-elle d'agir sur la préservation de l'environnement ?

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

Évolution des recettes fiscales environnementales en milliards d'euros et de leur part dans les prélèvements obligatoires et dans le PIB



Indicateurs nationaux de suivi de la transition écologique, Ministère de la transition écologique et solidaire, 2019.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À partir de vos connaissances et du dossier documentaire, vous expliquerez comment la question environnementale est mise à l'agenda politique.

Doc 1

1891 : Découverte du Bisphénol A par le chimiste russe Alexandre Dianin.

1996 : Publication du rapport de Frederick Vom Saal mettant en évidence une influence à faible dose du BPA sur les organes reproductifs mâles de souris.

Octobre 2008 : Chauffage de biberons contenant du BPA et présence de BPA dans l'eau jugés en France sans danger par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa).

Novembre 2008 : Accusation de membres du comité d'experts de l'Afssa de conflit d'intérêt avec l'industrie plastique par *Le Canard Enchaîné*.

Janvier 2009 : Création du Réseau environnement santé (RES) par le toxicologue et lanceur d'alerte André Cicoella avec des scientifiques médecins et un collectif d'ONG.

Novembre 2010 : Décision d'interdiction des biberons au BPA par la Commission européenne.

Janvier 2011 : Entrée en vigueur de la loi interdisant l'utilisation de BPA dans les biberons en France.

Octobre 2011 : Proposition de loi déposée par le député PS Gérard Bapt visant à interdire l'utilisation du BPA.

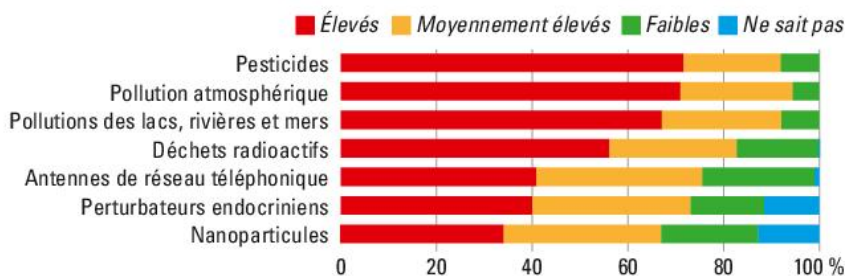
Septembre 2015 : Interdiction généralisée aux conditionnements entrant directement en contact avec les denrées alimentaires en France.

D'après « Faut-il interdire le bisphénol A ? », *Cartographie des controverses*, Science Po.

Doc 2

Perception des risques environnementaux par les Français

Question : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français sont... ? »



IRSN, baromètre 2017 sur la perception des risques par les Français.

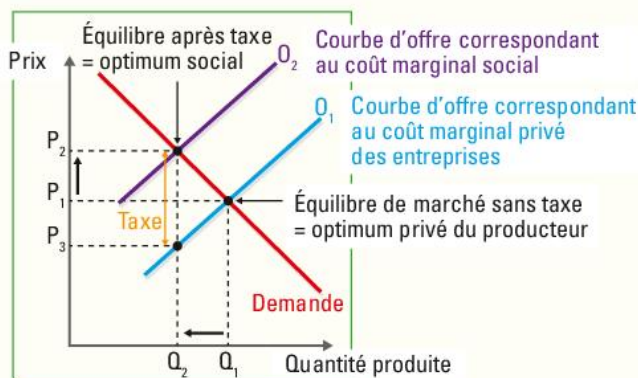
Mobiliser un schéma ou graphique dans un développement

(Exemple de réponse rédigée)

La mise en place d'une taxe, c'est-à-dire d'un prélèvement fiscal sur une activité, permet d'appliquer le principe du pollueur-payeur (taxe pigouvienne) aux agents dont l'activité génère des dommages environnementaux. Elle les contraint à assumer une partie ou l'intégralité du coût de leurs actions. Ainsi la taxe carbone surenchérit le coût des émissions de dioxyde de carbone.

L'impact d'une taxe permet ainsi d'internaliser les externalités négatives par le mécanisme suivant :

Équilibre de marché et optimum social : l'impact d'une taxe



Supposons une entreprise industrielle. En l'absence de toute réglementation pollution ou taxe et en supposant un marché de concurrence parfaite pour ce bien, le prix et la quantité produite d'équilibre seront respectivement P₁ et Q₁. L'entreprise a intérêt à augmenter sa production du bien tant que chaque unité lui rapporte plus qu'elle ne lui coûte, c'est-à-dire jusqu'au point d'égalisation du prix et du coût marginal de production ; c'est l'optimum privé du producteur, c'est-à-dire la quantité optimale qu'il va produire (ici Q₁) pour maximiser son profit en ne prenant donc en compte que son coût privé.

Mais le prix de marché P₁ ne reflète pas la totalité des coûts engendrés par la production : le coût social est plus élevé que le coût privé en raison de l'effet externe engendré par la production (la pollution), et le volume de production correspondant à l'optimum social est Q₂, inférieur à Q₁, correspondant à l'optimum privé du producteur. La mise en place d'une taxe permet d'internaliser l'externalité en augmentant le coût privé de production des éléments du coût social jusque là non pris en compte, ce qui se traduit sur la figure par un glissement de la courbe d'offre de O₁ en O₂, c'est-à-dire par le passage du coût marginal privé (P₁) au coût marginal social (P₂).

La pollution étant fonction de la production, on devrait donc avoir, en conséquence de l'application d'une taxe, une baisse de la pollution.

Phrase introductive qui permet de reprendre les termes du sujet

Nommer le graphique et les courbes

Un graphique est toujours un peu abstrait mais posez une hypothèse.

Commencez par bien décrire l'équilibre initial

Bien mobiliser le vocabulaire adapté.

Bien répondre à la question en montrant graphiquement les effets de la taxe.

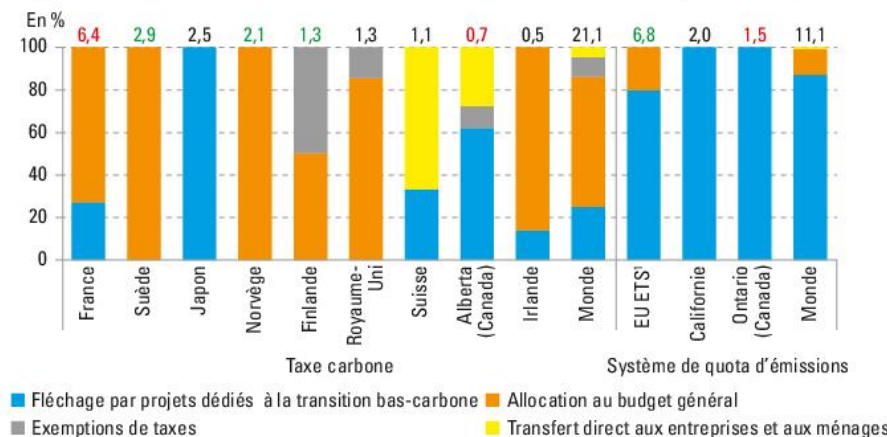
Faire une petite phrase de conclusion.

Dissertation

Sujet : Les instruments dont disposent les pouvoirs publics sont-ils efficaces pour préserver l'environnement ?

Doc 1

Répartition et utilisation des revenus issus des taxes carbone et système de quota d'émissions par pays et par région



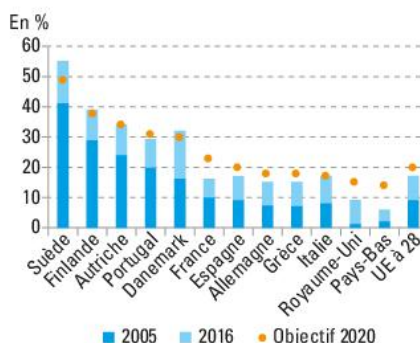
1. EQE ou EU ETS : système européen d'échange de quotas d'émissions. Note : les chiffres au-dessus des barres donnent le montant total des revenus carbone en milliards de dollars US. (I4CE) Institut for Climate Economics, 2018.

Doc 2

Part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale brute des États membres (en %)

Le paquet énergie-climat définit trois objectifs à l'horizon 2020, dits « 3 x 20 » :

- une réduction de 20 % des émissions de GES par rapport à 1990 ;
- une augmentation à 20 % de la part des renouvelables dans la consommation énergétique finale brute. Cet objectif est traduit en objectifs nationaux dans les différents États membres ;
- une augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique.



Commissariat général du développement durable, Chiffres clés du climat. France, Europe, Monde, 2019.

Doc 3

Au sens économique, la qualité de l'air est [...] un bien public local, ce qui justifie une intervention de la puissance publique pour en maintenir la qualité en limitant la pollution. Pour y parvenir de manière efficace, une palette d'outils est nécessaire en raison du nombre important de polluants concernés et de la diversité des sources d'émission. La plupart des mesures de lutte contre la pollution de l'air contribue aussi à la lutte contre le changement climatique. Les politiques de lutte contre la pollution de l'air mises en place jusqu'à présent, en particulier les politiques réglementaires, ont permis de réaliser des progrès notables dans la réduction des émissions de polluants provenant de sources fixes (notamment les installations industrielles). Elles ont été moins efficaces pour réduire la

pollution émise par des sources mobiles (transports) ou plus diffuses (agriculture, résidentiel). L'un des moyens pour y remédier est de faire en sorte que les ménages et entreprises responsables des émissions de polluants supportent davantage le coût social de la pollution. Il convient alors de s'assurer que les agents ciblés ne sont pas captifs des technologies émettrices qu'ils utilisent et que le signal-prix permet bien d'encourager des changements de comportement. Cela peut impliquer des mesures d'accompagnement supplémentaires.

« Le rôle des instruments économiques dans la lutte contre la pollution de l'air », *Tresor-éco*, n°256, février 2020.

Rédiger une conclusion

Étape 1 Récapituler ses idées principales en quelques phrases.

- ▶ Restituer la manière dont **votre raisonnement** a progressé **étape par étape**.
- ▶ Ne pas répéter le « titre » des parties.

Étape 2 Proposer une ouverture

- ▶ Plutôt que de fournir une réponse « définitive » à la question possible, **on terminera le sujet en l'ouvrant**.
- ▶ L'ouverture cherche à **élargir la réflexion** sur le sujet en proposant un **autre angle de réflexion**, un **regard**

plus général (international, concernant d'autres acteurs, une perspective historique...).

- Résumez les principales idées développées dans le devoir en veillant à tenir compte des sous-parties.

Conseil : Il ne faut pas introduire d'élément nouveau dans la conclusion, sauf dans l'ouverture.

- À quel(s) enjeu(x) non directement abordé(s) ici ce sujet vous fait-il penser ?

Conseil : Une astuce qui fonctionne souvent pour ouvrir le sujet consiste à élargir les bornes spatiales ou temporelles de celui-ci.

1. Définir les mots-clés et délimiter le cadre spatio-temporel (voir méthode du chapitre 1)

Exemple : Définir « pouvoirs publics » / « instruments pour préserver l'environnement », c'est-à-dire qui réduisent les comportements et activités économiques induisant des externalités négatives (dont les GES). La politique climatique repose sur la réglementation, la taxation, le marché des quotas d'émission.

2. Comprendre la nature du travail attendu, lire les documents, mobiliser ses connaissances et formuler une problématique (voir méthodes des chapitres 1 et 2)

Conseil : Il s'agit ici d'un plan dialectique qui doit mesurer l'efficacité des différents instruments pour montrer ensuite leurs insuffisances ou les conditions spécifiques de leur efficacité.

Cela pose donc la question suivante : les différentes mesures prises par les autorités publiques parviennent-elles à réduire l'impact négatif des activités humaines sur l'environnement ?

3. Élaborer un plan (voir méthode chapitre 3)

Conseil : Vous pouvez évaluer l'efficacité de chacun des instruments en mesurant leurs avantages et leurs limites, mais il semble plus riche de proposer une première partie qui évalue et illustre tour à tour l'efficacité de la réglementation, de la taxation ou subvention et du marché des quotas d'émission. Dans une seconde partie, il importe alors de montrer les difficultés auxquelles se heurtent ses instruments pour être véritablement incitatifs en soulignant que leur combinaison permet d'améliorer leur efficacité.

4. Rédiger la conclusion

Les instruments de la politique climatique permettent sous bien des aspects de modifier les comportements en leur fixant des limites ou des interdictions à l'instar de la réglementation, en internalisant les externalités par la taxe selon un principe de bonus-malus et en encourageant les comportements vertueux par des subventions, en incitant à réduire ses émissions carbone par les règles du marché des quotas. Mais ces instruments présentent un certain nombre d'inconvénients qui affectent leur efficacité pour préserver l'environnement. Leur combinaison peut être efficace car ces instruments présentent des complémentarités mais elle requiert de trouver le bon équilibre dans le dosage des outils climatiques. L'enjeu est aussi pour les pouvoirs publics de préserver le capital naturel par une croissance soutenable, mais équitable socialement. Le mouvement des gilets jaunes s'est ainsi déclaré lorsque la taxe carbone a été fortement ressentie par les ménages les plus modestes : elle a en effet augmenté en même temps que le prix du pétrole, réduisant fortement le pouvoir d'achat des ménages dépendants de la voiture.

Reprendre le contenu du I en dégagant les idées clefs de chaque sous-parties

Dégager le contenu du II.

Proposer une ouverture.

Épreuve composée

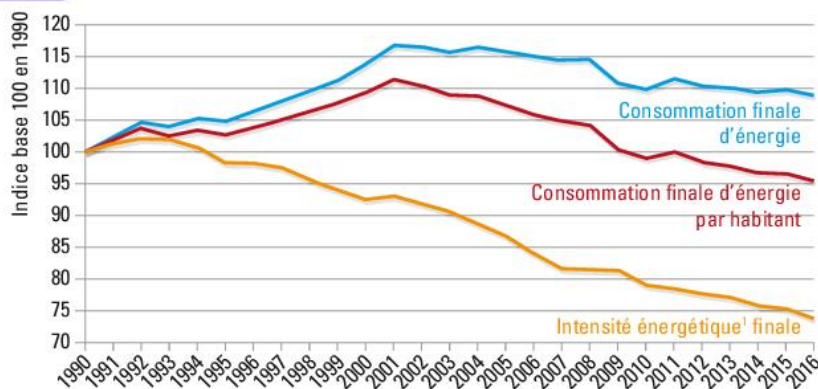
Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Montrez, à l'aide d'un exemple, qu'il existe une coopération entre les acteurs pour mettre à l'agenda politique la question de l'environnement.

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

1. Présentez l'évolution de la consommation finale d'énergie par habitant entre 1990 et 2016.
2. Comparez les évolutions des consommations finales d'énergie et de l'intensité énergétique.

Doc 1



1. L'intensité énergétique mesure le rapport entre la consommation finale d'énergie, corrigée des variations saisonnières, et le PIB en volume.

Indicateurs de la stratégie du développement durable, 2020

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À partir du dossier documentaire et de vos connaissances, montrez qu'il existe des dysfonctionnements à l'action publique en matière environnementale.

Doc 2

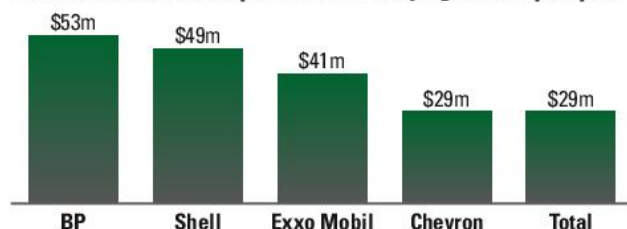
Largement méconnu du grand public avant les mobilisations de 2015 contre le TAFTA et le CETA, l'arbitrage entre investisseurs et États apparaît en 1965 à l'initiative de la Banque mondiale. Dans le contexte de la décolonisation et des indépendances, la Banque mondiale introduit ce système de règlement des différends entre investisseurs et États [...]. Autrement dit, un outil de droit international conçu pour protéger les entreprises issues des anciennes puissances impériales dans les pays nouvellement indépendants. [...] En 2017, lors de l'examen de la loi Hulot sur les hydrocarbures, l'entreprise pétrolière canadienne

Vermilion Energy brandit la menace de l'arbitrage pour faire annuler certaines dispositions de la loi qui viendraient remettre en cause un permis d'exploration obtenu par la firme. [...] Cela illustre bien la menace que ce système d'arbitrage représente pour la démocratie et la capacité des États à adopter des lois relatives à la santé publique, à la fiscalité, à la lutte contre les changements climatiques.

Swann Bommier, Victoire Cailla, « Face à l'impunité des multinationales », *Études*, vol. 1, 2020

Doc 3

Sommes annuelles dépensées en lobbying climatique¹ par les compagnies pétrolières en 2018 (en millions de dollars)



1. Le lobbying climatique suppose des dépenses visant à retarder, contrôler ou bloquer des politiques publiques cherchant à limiter le changement climatique.

InfluenceMap, 2019.

Dissertation

Sujet : En quoi la politique climatique repose-t-elle sur la complémentarité de plusieurs instruments ?

Doc 1

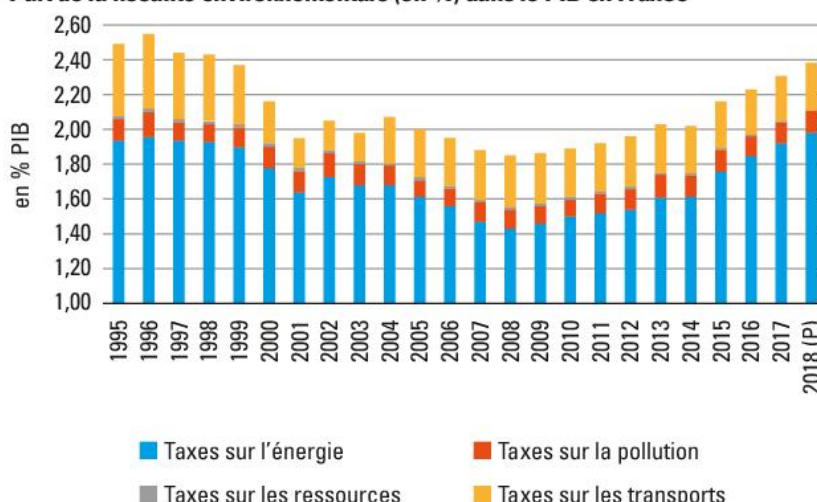
État des lieux du système européen d'échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre

	Phase I (2005-2007)	Phase II (2008-2012)	Phase III (2013-2020)
Pays	UE à 25	UE à 27 + Norvège, Liechtenstein et Islande	UE à 28 + Norvège, Liechtenstein et Islande
Secteurs	Electricité et chaleur, raffineries, acier, fer, ciment et chaux, verre, céramique, pâte à papier	Les mêmes + aviation en 2012	Les mêmes + métaux ferreux et non ferreux, aluminium, acides, ammoniac, poussière de soude, hydrogène, produits pétrochimiques
Plafond de quotas	2 300 millions de tonnes par an	2 100 millions de tonnes par an	1950 millions de tonnes en 2013, puis décroissant de 1,74 % par an
Pénalités	40 euros la tonne	100 euros la tonne	100 euros la tonne + inflation

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, « Marchés du carbone », 2020.

Doc 2

Part de la fiscalité environnementale (en %) dans le PIB en France



« La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique », Conseil des Prélèvements Obligatoires, 2019.

Doc 3

La politique environnementale existante recourt à de nombreux autres instruments que la taxe carbone : des normes techniques, notamment pour les véhicules et bâtiments, des subventions aux technologies propres et aux énergies renouvelables, des programmes d'efficacité énergétique... Ces instruments sont cependant moins efficaces que la tarification du carbone. En effet, la fixation de normes fige les choix technologiques quand il faudrait stimuler la compétition pour être « plus vert ». Les subventions permettent, par ailleurs, à des structures socialement non productives de rester en place quand on voudrait permettre

l'émergence de nouvelles filières. Elles sont en outre soumises à une tension quasi insurmontable entre le souci du ciblage pour éviter les effets d'aubaine et contenir la dépense publique, et celui d'éviter les distorsions résultant d'un ciblage trop étroit rompant la neutralité entre des technologies équivalentes, qui souvent génère des rentes indues pour certains acteurs. Le coût de la tonne de carbone évitée par ces politiques peut donc être très élevé.

D. Bureau, F. Henriot, K. Schubert, « Pour le climat : une taxe juste, pas juste une taxe », *Notes du conseil d'analyse économique* n° 50, mars 2019.